

Numéro 165 du 23 janvier 1984 - 12FF - 85FB - 4FS

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

GRENADE

Témoignage
sur la crise
du New
Jewel
Movement



ARGENTINE

La fin de
la junte et le
gouvernement
Alfonsín



TUNISIE

Les émeutes de la faim ébranlent le gouvernement Bourguiba

Sommaire du numéro 165 du 23 janvier 1984

3	TUNISIE	Après les émeutes de la faim	René MASSIGNON
5	GRENADE	Témoignage de Don Rojas sur la crise du New Jewel Movement	Propos recueillis par <i>Intercontinental Press</i>
11	THAILANDE	La crise d'orientation du Parti communiste thai (PCT)	Paul PETITJEAN
15	DOSSIER ARGENTINE	La chute du régime militaire et la politique du gouvernement Alfonsín	Karl BERGMANN
22	—	Entretien avec la candidate du MAS à la vice-présidence	Propos recueillis pour <i>Inprecor</i>
24	—	La lutte continue pour les mères de la place de Mai	Propos recueillis pour <i>Inprecor</i>
26	NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE		
	ETATS-UNIS : Les élections présidentielles et la campagne du SWP. VENEZUELA : Stagnation de la gauche aux élections du 4 décembre.		
28	PUBLICITE	Soutenez <i>Inprecor</i> en polonais	

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVE Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros,
pour tous pays, 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF. Afrique et Amériques : 265 FF. Asie : 290 FF.

Pli fermé : France, 300 FF. Tous les autres pays (par voie de surface), 320 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

[illegible]

Numéro et Rue _____

[illegible][illegible]Réabonnement ☐Abonnement ☐

Après les émeutes de la faim

Solidarité avec les luttes ouvrières et populaires tunisiennes

UNE semaine de manifestations populaires représentant une véritable révolte a secoué la Tunisie, à partir du 29 décembre 1983. Ce mouvement spontané répondait à une hausse des prix des denrées alimentaires, allant de 70 % à 120 %, et notamment des céréales et du pain, décrétée pour le début de 1984 par le gouvernement de Mohamed Mzali, sous la pression de la politique de « vérité des prix » réclamée par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale.

Cette explosion de colère populaire, la plus importante depuis l'indépendance, avec celle de janvier 1978 (1), a connu deux phases successives. La première a été la révolte des régions minières et rurales du Sud. La seconde vague de protestation a été représentée par les manifestations de solidarité de Sfax, Monastir, Tunis et ses banlieues pauvres, à l'initiative de la jeunesse chômeuse et lycéenne.

Ces manifestations massives ont pris l'aspect d'un véritable affrontement avec le régime, en s'en prenant aux différents symboles du pouvoir de la bourgeoisie : les biens de luxe, les banques, les sièges du Parti socialiste destourien (PSD) gouvernemental, les commissariats. Les seules revendications des manifestants étaient l'annulation des hausses de prix et le départ de ce gouvernement.

La réaction du pouvoir, c'est-à-dire d'Habib Bourguiba et de son chef de gouvernement, Mohamed Mzali, a été d'une violence particulière. Pour la troisième fois en six ans, l'état d'urgence a été décrété, la police et l'armée tirant à vue (2). Le bilan de 120 morts et de centaines de blessés montre le traumatisme sanglant que le pouvoir tunisien a voulu infliger au mouvement populaire.

René MASSIGNON

Ces « émeutes du pain » représentent une nouvelle étape de la crise politique et sociale qui traverse la Tunisie depuis 1977. Toutefois, à la différence des mobilisations de janvier 1978, qui faisaient suite à une longue période de montée des luttes de la classe ouvrière pour culminer dans une grève générale, celles de janvier 1984, ont surtout révélé l'immense potentiel explosif des couches paupérisées des villes et de la campagne.

Cette crise est l'expression des déséquilibres sociaux spécifiques à la structure des pays du tiers monde. En effet, à partir du début des années 1970, les structures sociales tunisiennes ont été profondément bouleversées. Un développement économique minimum a permis la croissance d'une classe ouvrière importante, parallèlement à une déstructuration de la campagne. Un exode rural massif a rempli les villes côtières, où se sont créés des bidonvilles, d'énormes poches de misère et de chômage. On estime à environ 500 000 le nombre de chômeurs, sur une population totale de 6,5 millions d'habitants. Soixante pour cent de ces chômeurs sont des jeunes désœuvrés livrés à eux-mêmes. De plus, alors que l'accès à la terre est devenu de plus en plus impossible pour ces masses populaires déshéritées, la sous-alimentation s'est développée.

Face à la crise économique, le gouvernement de Mohamed Mzali n'a eu d'autre choix que de prendre des mesures satisfaisant sa base sociale, à savoir la bourgeoisie affairiste qui s'est développée durant ces dernières années, et de développer ainsi les conditions d'une intégration

croissante de celle-ci dans le marché économique mondial, le pays subissant en contrecoup le poids d'un endettement de plus en plus lourd vis-à-vis des organismes financiers impérialistes.

LE RÉGIME BOURGUISA ET L'IMPÉRIALISME LA MAIN DANS LA MAIN

Le seul choix pour le régime a donc été d'attaquer le revenu et la consommation des masses populaires et d'accepter les plans dictés par le FMI, dont l'une des mesures réclamait justement la suppression de la Caisse générale de compensation. Cette institution intervenait pour maintenir le prix des produits céréaliers et de ses dérivés.

Mais, ignorant complètement les contradictions et préoccupés par l'objectif d'une intégration sociale des travailleurs et de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) dans son jeu politique, la bourgeoisie a été incapable d'imaginer une riposte des couches populaires (autre que salariées) d'une telle ampleur.

Or, le pain et les denrées alimentaires céréaliers ne sont pas un produit comme les autres pour les masses populaires tunisiennes. Ce n'est pas seulement un symbole, mais c'est aussi la base de l'alimentation pour la majorité d'entre elles. Inchangée depuis 1960, la part des produits céréaliers dans le budget familial est de 10 % pour 75 % des ménages. La moitié de la population consacre 50 % de son budget à l'alimentation. Dès lors, cette

mesure gouvernementale avait de réelles conséquences en termes de dénutrition et d'un déséquilibre alimentaire accru.

Par ailleurs, comme dans bien d'autres pays dominés où des explosions sociales similaires ont eu lieu (émeutes de la faim au Brésil en 1983, Maroc en 1981), la responsabilité de l'impérialisme est très nette. Les mesures préconisées par le FMI sont sans rapport avec l'état réel de la production mondiale de céréales, qui connaît un excédent. Elles ont pour but de maintenir la situation du marché céréalier pour les pays impérialistes qui le dominent, en condamnant des millions d'habitants du tiers monde à vivre en situation de sous-alimentation, voir à la famine. Les Etats-Unis jouent un rôle particulièrement cynique dans cette situation. Faisant du « dumping » sur le prix des céréales en 1983, ils ont réussi à devenir le premier fournisseur de l'Égypte, du Maroc et de la Tunisie. Relayées par des régimes bourgeois compradores, ces mesures sur les prix des céréales ont ainsi pu s'imposer avec plus de force, en Tunisie par exemple.

LA « LIBÉRALISATION » POLITIQUE A L'ÉPREUVE DE L'AUSTÉRITÉ

Cette crise sociale a aussi mis à nu l'aspect dérisoire de « l'expérience démocratique tunisienne » et de la politique de consensus. La légalisation de deux forces bourgeoises d'opposition, le Mouvement des démocrates socialistes (MDS) et le Mouvement de l'unité populaire (MUP) quelques jours avant les mesures d'augmentation des prix, ainsi que l'octroi de quelques compensations salariales, n'ont pas suffi pour éviter l'affrontement. Et le recours à la répression sauvage a été le seul moyen pour le gouvernement de sauver la situation, comme dans chacune des épreuves de force précédentes.

Certes, le gouvernement a finalement reculé et ajourné les mesures de hausse des prix. Bourguiba a trouvé le moyen de tirer son épingle du jeu en jouant sur son bonapartisme décadent pour apparaître comme un sauveur. Mais ses manœuvres n'ont pas fait illusion, et si le gouvernement a opéré un recul, c'est surtout pour éviter l'élargissement des luttes et pour ne pas remettre en cause le fragile édifice politique mis en place depuis 1979. Le maintien d'une certaine libéralisation politique est pour

1. Le 26 janvier 1978, des centaines de milliers de travailleurs participaient à une grève générale, à l'appel de la centrale syndicale unique, l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT). Celle-ci fut durement réprimée : 400 morts, des milliers de blessés, 3 000 arrestations, dont toute la direction syndicale de l'époque.

2. Aujourd'hui, Mzali et Bourguiba croient avoir trouvé un bouc émissaire en la personne du ministre de l'Intérieur, Driss Guiga, qui a été limogé. Sans mésestimer le rôle particulier de celui-ci, appuyé par certaines fractions de la bourgeoisie, il est bon de rappeler que c'est la provocation contre les masses que représente l'augmentation des prix décrétée par le chef du gouvernement, Mzali, qui a fait déborder le vase. C'est l'ensemble de ce gouvernement qui est donc responsable de la répression et de son ampleur.

lui le seul moyen de garder une petite base sociale et de contenir relativement les luttes.

C'est de ce point de vue que l'attitude des forces d'opposition légalisées a été la plus honteuse, en particulier la position prise par le Parti communiste tunisien qui, tout en demandant « le report des mesures » dénonçait « le vandalisme » et le « recours aux manifestations de rue ». Ces forces, qui se présentent comme une alternative démocratique, n'ont même pas dénoncé la responsabilité du gouvernement Mzali ni réclamé sa démission immédiate. Ces partis visent essentiellement un compromis avec le régime, et se sont disqualifiés une fois de plus eux yeux des masses tunisiennes.

L'attitude du syndicat unique, l'UGTT, n'a pas été brillante non plus. L'UGTT n'a pas su prendre, tout au long de l'année 1983, une position claire contre la perspective de suppression de la Caisse de compensation. Au moment des manifestations, elle s'est ainsi trouvée complètement en dehors du mouvement de mobilisation. Bien que quelques militants syndicaux aient participé aux manifestations, bien que des grèves sur le tas aient eu lieu en solidarité dans des entreprises comme la RNTA (tabacs), la SNT (transports), la SNCFT (chemins de fer), la position de la direction de l'UGTT a été conciliatrice de bout en bout. Elle n'a pas réclamé l'annulation des mesures de hausse des prix, et s'est contentée de demander des compensations salariales qui ne font que repousser le problème un certain temps. Elle s'est enfin empressée de conclure un accord avec le gouvernement sur ces bases, quelques heures seulement avant que le « combattant suprême » (Bourguiba) n'annonce la suspension des mesures de hausse.

Le report de ces mesures signifie principalement que le problème resurgira nécessairement dans quelques mois, avec encore plus d'ampleur. Le gouvernement espère toutefois gagner du temps pour, d'ici là, désamorcer les explosions sociales et diviser les travailleurs, en accordant de pâles compensations salariales qui seront vite grignotées par la hausse des prix.

Un large débat au sein du syndicat et une réorientation positive sur cette question seront l'un des enjeux de la crédibilité de l'UGTT vis-à-vis de toute une série de couches sociales qu'elle n'organise pas.

Dans ces conditions politiques, il n'est pas étonnant que les courants islamiques aient conjoncturellement pris un poids sans commune mesure avec leur influence réelle. Présents dans les quartiers misérables de Tunis, comme Melassine et Djebel Lahmar, où leur discours populiste rencontre un certain écho, ils sont apparus à certains endroits comme la seule alternative radicale au régime. Exerçant depuis quelques années une

influence non négligeable sur la jeunesse lycéenne et étudiante, utilisant des méthodes fascinantes pour s'imposer, ils ont su encadrer quelques groupes pour tirer profit des manifestations auxquelles ils ont participé tardivement. L'absence des forces syndicales et politiques du mouvement ouvrier aura ouvert la voie à une influence accrue de ces groupes islamiques.

SOLIDARITÉ AVEC LES LUTTES OUVRIÈRES ET POPULAIRES

Il revient donc aux organisations ouvrières, politiques et syndicales, de changer d'attitude et de comprendre que la défense des masses exploitées nécessite une position claire vis-à-vis de ces problèmes économiques vitaux. Une telle orientation ne peut être que la dénoncia-

LE POUVOIR A CÉDÉ, LA LUTTE DOIT CONTINUER !

Nous publions ci-après de larges extraits d'une déclaration du Groupe révolutionnaire des travailleurs (GRT), organisation sympathisante de la IV^e Internationale en Tunisie.

Plus d'une centaine de morts, plusieurs centaines de blessés et des milliers d'arrestations, tel est le bilan effroyable des émeutes qui se sont produites à travers tout le pays. (...)

Aujourd'hui, trois jours après la proclamation de l'Etat d'urgence, surpris par la rapidité et l'ampleur du mouvement, le pouvoir recule et revient sur ses décisions. Quelles que soient les motivations politiques qui sont derrière la manœuvre de Bourguiba, qui vise à récupérer le mécontentement, le mouvement de masse, malgré sa spontanéité, vient d'infliger un sérieux revers à la politique gouvernementale. (...)

La classe ouvrière, en tant que force organisée, a été la grande absente des derniers événements. En soutenant la politique de Mzali, en refusant de mobiliser les travailleurs sur des objectifs clairs et unifiants, la direction de l'UGTT s'est trouvée en porte-à-faux vis-à-vis du mouvement de masse, et ce malgré un fort mécontentement au sein de la base syndicale.

Les manifestations et mouvements de grève des travailleurs, qui ont été initiés par certains syndicats régionaux ou au niveau sectoriel, le mécontentement important au niveau de la base, doivent nécessairement se transformer en un mouvement de riposte d'ampleur de la classe ouvrière, pour faire face au plan d'austérité et à la politique du régime sous toutes ses formes.

— Levée immédiate et sans condition de l'état d'urgence et du couvre-feu sur l'ensemble du territoire !

— Retour de l'armée dans ses casernes !

— Libération immédiate et sans conditions de toutes les personnes arrêtées et arrêt immédiat de toutes les poursuites !

— Dédommagement des familles des victimes de la répression sanglante !

— Dissolution des milices destouriennes et jugement de tous leurs membres et responsables !

— Dissolution des BOP et de tous les corps répressifs !

Si, aujourd'hui, le pouvoir recule sur certaines de ses décisions, il ne lésinera pas sur les moyens afin de reprendre ce qu'il vient de perdre ces derniers jours, en obligeant la classe ouvrière et les masses populaires à le payer au prix fort, tout en continuant à appliquer son plan d'austérité et à exercer sa politique de répression.

Cela nécessite, pour la classe ouvrière, d'avancer en rangs serrés pour défendre son pouvoir d'achat par la mise en avant de revendications unifiantes, à travers les moyens de lutte et d'organisation qui lui sont propres, en défense de l'autonomie de son organisation syndicale, prenant ainsi en charge la défense des intérêts de tous les travailleurs et des masses déshéritées.

— Pour le blocage des prix des produits de première nécessité !

— Non au plan d'austérité ! Pour une politique de plein emploi !

— Pour l'indexation des salaires sur les prix sur la base de l'indice syndical !

— Pour la liberté sans restriction d'organisation, d'expression et de presse !

— Pour une amnistie générale !

La Chambre des députés, qui n'est qu'une chambre d'enregistrement et qui n'a pas été élue démocratiquement, a défendu à cor et à cri, jusqu'à cinq minutes après minuit, les décisions du gouvernement, malgré l'opposition violente de la population. Il faut la dénoncer et exiger sa dissolution.

Groupe révolutionnaire des travailleurs,
Tunis, le 6 janvier 1984.

ABONNEZ-VOUS,
REABONNEZ-VOUS
A « INPRECOR » !

tion globale du gouvernement et la demande de suppression de ces mesures (3).

Cette lutte ne doit pas être menée seulement par les masses plébéiennes en révolte quotidienne contre la misère, car elle rejoint celle du syndicat pour le maintien du pouvoir d'achat, le refus de toute forme d'austérité et de tout pacte social que la bourgeoisie veut arracher à la direction de l'UGTT.

Ces explosions populaires contre la hausse des prix sont le prolongement, sur un autre terrain, des luttes de 1983 des travailleurs, souvent victorieuses d'ailleurs, pour le renouvellement des conventions collectives.

L'alliance nécessaire entre les militants syndicaux, qui représentent une force importante, et les couches paupérisées des villes et de la campagne, permettra seule d'ouvrir la voie à un renversement du régime de Bourguiba au pouvoir depuis l'indépendance de la Tunisie.

Enfin, le mouvement ouvrier international doit exprimer sa solidarité. Syndicats et partis doivent se situer sans conditions aux côtés des revendications des masses tunisiennes.

En France en particulier, la réaction des partis et syndicats du mouvement ouvrier a été lamentable. Le gouvernement de François Mitterrand, quant à lui, a envoyé un message de sympathie à Habib Bourguiba et a interdit toute manifestation de solidarité avec les masses populaires tunisiennes, ce que même Giscard d'Estaing n'avait pas osé faire précédemment, en janvier 1978 et au moment des émeutes de Gafsa, en 1980. Le Parti socialiste (PS) voit d'un mauvais œil la déstabilisation des régimes qui sont des piliers de sa politique néocoloniale et s'est donc abstenu de tout commentaire. Le Parti communiste (PCF), pris entre le soutien au parti frère en Tunisie et le réalisme gouvernemental, ne s'est joint à aucune initiative.

La Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section française de la IVe Internationale, aura donc été la seule organisation en France présente dans les manifestations aux côtés des centaines de Tunisiens, pour réclamer :

- la suppression définitive des mesures économiques du gouvernement Bourguiba-Mzali,

- le soutien aux luttes pour le maintien du pouvoir d'achat et contre l'austérité,

- la libération immédiate de tous les prisonniers encore détenus,

- l'instauration sans conditions des libertés démocratiques,

et pour dénoncer les plans dictés par le FMI et l'impérialisme. ■

René MASSIGNON,
12 janvier 1984.

3. La seule organisation ayant réagi publiquement dans ce sens a été le Rassemblement de la gauche socialiste (RGS), regroupement de différentes forces de gauche et d'extrême gauche, qui se bat actuellement pour sa légalisation.

Les racines de la crise du New Jewel Movement

L'UN des seuls dirigeants du New Jewel Movement (NJM, Mouvement pour le bien-être social, l'éducation et la libération) encore en vie parmi ceux qui étaient proches du Premier ministre Maurice Bishop assassiné par des éléments de l'armée, le 19 novembre 1983, est Don Rojas. Il fut l'éditeur du principal journal de l'île, le *Free West Indian*, et secrétaire du Premier ministre. Ayant lui-même échappé à la mort le 19 novembre, il a ensuite été arrêté avec sa famille, puis déporté à la Barbade par les forces d'occupation impérialistes américaines. Don Rojas s'est ensuite rendu au Canada où il réside actuellement. C'est lors d'un meeting dans une université de Montréal, le 1er décembre dernier, qu'il a pu présenter publiquement son analyse des événements qui ont directement précédé l'invasion de l'île par les troupes américaines. Et c'est à l'issue de cet entretien qu'*Intercontinental Press*, revue socialiste révolutionnaire, revue bimensuelle publiée à New York, a obtenu l'interview de Don Rojas. Celle-ci constitue un des tout premiers témoignages de membres du NJM sur la situation qui prévalait dans ce parti aux mois de septembre et octobre derniers. C'est à ce titre que nous en publions de très larges extraits ci-dessous. ■

« INTERCONTINENTAL PRESS » : — Il n'y a pas longtemps, vous avez déclaré dans une interview que les événements ayant conduit au renversement du Gouvernement révolutionnaire populaire (GRP) de Grenade relevaient d'une erreur de jugement fondamentale et d'une manifestation d'ambition personnelle. Pourriez-vous revenir sur l'évolution politique qui a abouti aux événements du 19 octobre 1983 ?

DON ROJAS : — Je pense qu'il faut remonter jusqu'en juillet 1982 pour trouver les racines de la crise qui a submergé le parti et la révolution. C'est à cette époque que Bernard Coard a démissionné du bureau politique du comité central du New Jewel Movement. Cependant, tout en renonçant à ses responsabilités au sein du parti, il a conservé ses fonctions de ministre des Finances et de vice-Premier ministre. Selon ses dires, il a démissionné parce qu'il n'était pas satisfait du style de travail et des priorités que lui fixait le comité central. C'est la seule raison qu'il ait

donnée. Le comité central lui a alors demandé de s'expliquer de façon plus précise et plus concrète sur sa démission, ce qu'il a refusé de faire.

C'est cela qui a amené certains membres du comité central à penser, à ce moment-là, qu'il était inadmissible que Bernard Coard refuse avec arrogance de s'expliquer sur sa démission. D'autres ont adopté une position plus souple sur la manière d'aborder son refus d'expliquer sa position au comité central. On peut même dire qu'ils ont adopté une position sentimentale. Quelle ironie donc, quand on pense que ce sont les mêmes personnes qui ont accusé de sentimentalisme ceux qui, parmi la population, soutenaient Maurice Bishop. Certains ont même été plus loin : ils ont également qualifié de sentimentale la réponse du camarade Fidel Castro à l'arrestation et à l'assassinat de Maurice Bishop (1).

Un certain nombre de ceux qui ont adopté cette position vis-à-vis de la démission de Coard provenaient de l'Organisation pour la libération et l'éducation révolutionnaires (Organization of Revolutionary Education and Liberation, OREL). Dans un sens, ils avaient été formés par Coard et le percevaient comme une sorte de mentor. L'OREL se présentait comme une organisation marxiste révolutionnaire, mais je ne crois pas que ses membres se caractérisaient comme tels. Lorsque le NJM s'est formé, en 1973, l'OREL a fusionné avec le MAP (2)

Don Rojas lors d'un meeting à Grenade. (DR)



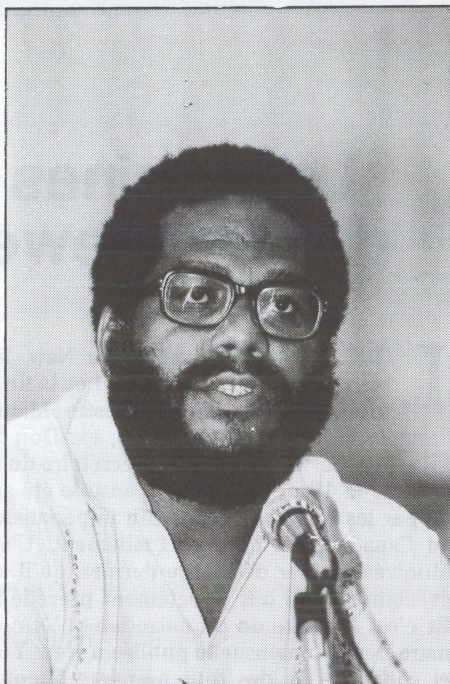
1. Don Rojas utilise systématiquement les prénoms des dirigeants du New Jewel Movement. Pour une meilleure compréhension des événements pour un public francophone, nous avons systématiquement remplacé les prénoms par les noms des personnes citées dans toute l'interview.

2. Le Movement for Assemblies of the People (MAP) et le Joint Endeavour for Welfare, Education and Liberation (Jewel), deux organisations qui se sont formées en 1972 à Grenade et qui ont participé à la conférence de fondation du NJM, en 1973.

et le Jewel, et est devenue partie intégrante du NJM. Cependant, ils ont toujours maintenu une sorte de clique au sein du NJM, dans les années 1970 mais aussi après la révolution de 1979.

Entre octobre 1982 et septembre 1983, Coard en a profité pour consolider son influence et son autorité au sein du parti et pour promouvoir au sein du comité central et à des postes clés des gens issus de l'OREL. Trois d'entre eux ont été promus au bureau politique. Aujourd'hui seulement, je me rends compte que Coard a joué habilement au cours de cette période, utilisant son prestige et son influence pour développer et rassembler des forces autour de lui. Il s'agissait d'une politique systématique de sa part. Ainsi, lorsqu'il s'est décidé à prétendre officiellement à la direction du parti, il avait déjà constitué une base d'influence solide au sein du comité central et parmi les militants de base du parti.

Bien qu'il faille remonter jusqu'en juillet 1982 pour retrouver les racines du problème, c'est en fait la proposition émanant de partisans de l'OREL d'établir une co-direction du NJM entre Coard et Bishop, qui a joué le rôle de catalyseur pour faire éclater la crise. Cette proposition avait été présentée au cours d'une session extraordinaire du comité central, à la mi-septembre 1983. Avant la session, absolument personne n'avait indiqué que cette proposition serait à l'ordre du jour. Les militants de base n'en savaient rien, et Bishop lui-même également. Pas la moindre allusion n'était venue indiquer que cette proposition serait présentée. Rétrospectivement, on s'aperçoit que cela faisait partie du « plan de bataille » élaboré par Coard et ses partisans. Lorsque Liam James a présenté la résolution, la surprise a été complète. La résolution appelait au retour de Coard au comité central et au bureau politique et à la formation d'une co-direction dont il serait membre. Une fois la proposition présentée, les partisans de Coard ont déclaré à la session du 16 septembre que la « crise » traversée par la révolution était soi-disant due essentiellement à une faiblesse de Bishop à diriger le comité central. Le ministre des Affaires étrangères, Unison Whiteman, et le ministre de l'Agriculture, George Louison, ont alors soutenu qu'une direction collective impliquait la responsabilité collective et donc que cette responsabilité ne pouvait être imputée au seul Bishop ou à tout autre camarade, mais partagée par tous. De façon correcte, ils ont également fait remarquer, avec Maurice Bishop, qu'une analyse des problèmes concernant la révolution, le parti et le pays en général, se devait de prendre en compte les conditions matérielles objectives et la nature des relations entre le parti et les masses. Le lien existant entre ces problèmes matériels et une direction faible, la planification de l'économie, les bas niveaux de productivité et les insuffisances dans le secteur d'Etat, les difficultés concernant la planification financière, etc. — toutes choses dont Coard était directement responsable — a été soigneusement passé sous silence.



Bernard Coard. (DR)

Plus tard, lorsque Bishop fut placé en résidence surveillée, moins de quatre semaines après la session de septembre 1983 du comité central, « *individualisme* », « *one-manism* » et « *culte de sa propre personne* » sont les accusations qui furent portées contre lui. Elles étaient donc en contradiction totale avec les précédentes accusations d'hésitation, d'indécision, de faiblesse de direction, montrant ainsi qu'il ne pouvait s'agir là que d'opportunisme.

La proposition de co-direction, telle qu'elle fut présentée au comité central, n'aurait jamais pu fonctionner. Maurice Bishop le percevait très clairement. La position qu'il a exprimée au comité central et au parti était qu'il n'avait absolument rien contre le principe même de la proposition, et que, s'il s'agissait d'une décision majoritaire du parti, il resterait fidèle au principe du centralisme démocratique et se soumettrait au résultat du vote sur cette question. Mais il désirait une discussion plus approfondie sur l'application concrète de cette proposition de co-direction, ne comprenant pas très bien, à l'instar de nombreux membres du parti, comment celle-ci allait fonctionner. Il n'y avait eu aucun précédent de ce genre dans notre parti à Grenade, de même qu'à notre connaissance dans aucun des partis de gauche avec lesquels nous entretenons des relations. Et, sans s'en cacher, il sentait que cette proposition, telle qu'elle avait été faite, l'aurait privé de toute influence dans les organes dirigeants du parti. A mon sens, si la proposition avait été mise en œuvre comme elle fut originellement présentée, cela aurait conduit non pas à un partage égal du pouvoir entre eux deux, mais à faire de Coard le leader de facto du parti.

Les partisans de Coard ont fait alors une seconde proposition, selon laquelle Bishop resterait Premier ministre et Coard deviendrait le leader du parti. Cependant, dans le contexte qui est le nôtre, où le parti est l'instrument qui guide la politi-

que de l'Etat, la force qui donne la voie à suivre pour la révolution, cette proposition revenait à transférer le pouvoir réel de Bishop à Coard. La fonction de Premier ministre aurait été symbolique et cérémonielle, du type de celle que Paul Scoon, le gouverneur général, assumait jusqu'à ce que les Américains n'en fassent un dictateur au petit pied.

La direction conjointe aurait également été impossible à mettre en œuvre parce que le peuple grenadien ne l'aurait pas acceptée, du fait du manque de popularité de Coard parmi les masses. Pour une part, l'image que les ouvriers et les paysans avaient de Coard était fausse, mais pour une part aussi elle était juste. Cependant, ce facteur négatif était une réalité à prendre en compte. Cette image ne pouvait être transformée rapidement et facilement. Elle était celle d'un homme brillant, impitoyable, et il n'était pas perçu comme le type de dirigeant politique qui avait lutté pour les masses et s'était sacrifié pour elles à l'instar de Bishop, de Whiteman et des autres. En 1973 par exemple, Bishop et les autres avaient été passés à tabac par le gang des Mangoustes d'Eric Gairy et avaient failli en mourir. Au cours des années 1970, le harcèlement et la violence étaient constamment employés contre eux. Coard, qui enseignait hors de Grenade à l'université des Antilles, n'avait donc pas été soumis à tout cela et n'avait pas été victime des exactions de Gairy au même titre que les autres (3).

Les partisans de Coard ont ajouté que cette proposition de co-direction serait considérée comme relevant strictement du domaine interne au parti et qu'il ne serait pas nécessaire d'en faire état publiquement. A mon sens, il était inconcevable qu'une question aussi fondamentale que celle de la direction du NJM ait pu rester du domaine interne. Il s'agissait d'une supercherie naïve. En aucun cas la population ne l'aurait acceptée.

Fin septembre, après la session du comité central, Maurice Bishop, George Louison, Unison Whiteman et d'autres camarades, sont partis en délégation officielle en Hongrie et en Tchécoslovaquie. Jusqu'à ce qu'il revienne de ce voyage, je ne pense pas que Bishop percevait l'étendue du complot tramé par des gens aussi proches de lui. Quand nous sommes revenus, il est apparu clairement que la situation s'était considérablement détériorée, peut-être même au point que Maurice Bishop ne puisse plus la contrôler. En l'absence de Bishop, Coard avait rempli les fonctions de Premier ministre. Il dirigeait l'Etat, le pays, le parti. Contrairement à la tradition, quand Maurice Bishop est revenu à Grenade, les membres du comité central n'étaient pas à l'aéroport pour l'accueillir, mis à part Selwyn

3. Parmi les exactions des hommes de mains (gang des Mangoustes) du dictateur Eric Gairy, renversé en mars 1979, il y eut l'assassinat du père de Maurice Bishop, Rupert Bishop, en 1974, et le « dimanche sanglant » du 18 novembre 1983, au cours duquel six dirigeants ont été presque battus à mort.

Strachan, le ministre de la Mobilisation nationale.

Nous étions arrivés un samedi. Tout le dimanche et le lundi, aucun de ces camarades n'est venu s'entretenir avec Maurice Bishop. Bernard Coard, en tant que Premier ministre par intérim, se devait de lui faire un rapport sur ce qui était survenu au cours de son absence, de même que Liam James, chef de la sécurité. Mais aucun d'entre eux n'est venu faire le point avec lui.

— Que pensez-vous des analyses selon lesquelles derrière les dissensions au sein du comité central se cachaient de profonds différends idéologiques entre Bernard Coard et Maurice Bishop ?

— Je vais tenter d'éclaircir ce qui tourne autour de la question des différends idéologiques entre Coard et Bishop, entre ceux qui étaient partisans ou loyaux à Coard, et ceux qui étaient partisans ou loyaux à Bishop.

Il y a eu tant d'interprétations crapuleuses, tant d'interprétations simplistes — essentiellement dans la presse bourgeoise — que c'en est consternant. Finalement, il n'est pas étonnant qu'ils aient tenté de présenter Bishop comme un « modéré » et Coard comme un marxiste dur, prosoviétique, etc. Il s'agissait clairement de tenter d'utiliser le renversement de la révolution à Grenade et la mort de Maurice Bishop pour ternir l'image du socialisme et des mouvements révolutionnaires à travers le monde. Ce sont les mêmes éléments qui, quelques mois auparavant, présentaient Maurice Bishop comme un dangereux marxiste, un chef totalitaire, un dictateur. Quelle hypocrisie !

A mon avis, il n'y avait aucun différend idéologique fondamental entre Bernard Coard et Maurice Bishop. Il n'y avait pas de différend fondamental sur les principes idéologiques et sur les objectifs ultimes du processus révolutionnaire, à savoir la création d'un Etat socialiste à Grenade. Il y avait probablement des nuances ou des différends mineurs sur des questions d'approche, de méthodologie, de tactique et, peut-être, sur le style de direction. Mais, je le répète, sur les questions fondamentales, il n'y en avait aucun. Je pense que les contradictions qui existaient au sein du parti à cette époque étaient secondaires et auraient pu être réglées pacifiquement. Mais, dans la confusion qui s'est installée, elles ont été mises en avant de telle façon que la contradiction essentielle, entre la révolution et l'impérialisme, a été oubliée. Et, de ce fait précisément, le danger que constituait pour la révolution elle-même l'approche de Coard et de ses partisans, a échappé, a été ignoré ou mal compris. Je ne sais pas quel est le terme qui convient le mieux.

Coard et ses partisans affirmaient réclamer une orientation plus léniniste du parti. Mais il n'y a eu aucune tentative pour parvenir à un consensus sur ce que cela signifiait exactement. Que signifiait concrètement donner un fondement plus léniniste au parti ? Maurice Bishop et le reste des camarades n'auraient eu aucune

difficulté à accepter ce concept si cela signifiait davantage de discipline et d'organisation dans le travail et les normes de la vie du parti, dans l'élaboration, dans l'application des principes fondamentaux sur lesquels le parti avait été construit, dans la compréhension du centralisme démocratique, dans l'adhésion au principe de la critique et de l'auto-critique. S'il s'était agi de cela, alors je ne pense pas qu'il y aurait eu de résistance, et en tout cas pas de la part des militants de base. Mais je pense que Lénine était une couverture visant à masquer ce qui était en réalité une volonté de pouvoir.



Ratissage après l'intervention US à Grenade. (DR)

Coard et ses partisans ont également déclaré qu'ils n'étaient pas satisfaits du rythme qui présidait à l'évolution du processus révolutionnaire. Là encore, c'est une question dont on peut débattre. Je ne pense pas qu'ils avaient une approche dialectique, scientifique des déterminants d'un processus révolutionnaire. Celui-ci n'est pas seulement déterminé par le facteur subjectif. Il est déterminé par un équilibre entre le facteur objectif et le facteur subjectif, par cette dynamique qui joue sur le temps. A mon sens, le rythme qui avait été adopté était correct. Il y avait de nombreux considérants que devait prendre en compte une analyse sérieuse et approfondie de l'étape présente de la révolution, du rythme auquel elle évoluait, etc.

Nous devons aborder la question dans le contexte d'une approche graduelle vers la construction du socialisme, particulièrement dans un pays comme le nôtre, avec l'héritage qu'avaient laissé le colonialisme, le néocolonialisme et le « gairysme ». Nous devons prendre en compte le fait d'être entourés de forces hostiles, pro-impérialistes. Nous devons prendre en considération la situation géopolitique d'une région que l'impérialisme US considère comme son arrière-cour. Je crois que la révolution en était encore au stade démocratique, anti-impérialiste et était en train d'avancer vers un stade de développement d'orientation socialiste. Avec le parti contrôlant le pouvoir d'Etat dans l'intérêt des travailleurs, le processus de

transformation des rapports capitalistes de production et de propriété en rapports socialistes avait commencé. Ce processus devait être de longue durée, tout comme la lutte contre l'impérialisme lui-même, tout comme la lutte pour la libération nationale, tout comme la lutte anti-Gairy.

Et la lutte pour la construction du socialisme à Grenade devait être aussi de longue durée. Elle devait prendre en considération des facteurs tels que la corrélation et l'équilibre des forces dans la région, mais aussi dans le reste du monde. La révolution grenadienne ne pouvait se développer comme si elle était isolée de

ce qui se passait autour d'elle et à travers le monde. Cependant, d'une certaine manière, l'idée que ce processus n'avait pas un rythme assez rapide était l'objet d'un débat idéologique au sein du parti et avait opéré une sorte de clivage. Certains pensaient qu'il fallait lui donner un rythme plus rapide, d'autres plaidaient pour une approche plus rationnelle et scientifique, moins idéaliste de la question. Quelle ironie de penser que jusqu'à l'année dernière, Coard lui-même avait l'habitude de prononcer des mises en garde contre le danger ultra-gauchiste. Nous disions souvent dans le parti que l'ultra-gauchisme était le bras droit de l'impérialisme, et nous faisons remarquer, à juste titre, qu'il servait davantage à élever la conscience de classe de la bourgeoisie que celle de la classe ouvrière.

A mon avis, l'ultra-gauchisme aboutit aussi, dans la marche de la lutte des classes, à un transfert de l'initiative, de la classe ouvrière aux forces de la réaction. Cela leur donne la possibilité d'être plus ouvertement agressives et place la classe ouvrière sur la défensive. En 1980 par exemple, Bernard Coard a justement accusé d'ultra-gauchisme le petit groupe organisé autour des frères Budhall (4).

4. Au cours de la campagne contre les gros planteurs de marijuana, en avril 1980, des groupes liés aux planteurs ont essayé de susciter une opposition au gouvernement. Certains d'entre eux, dont un dirigé par Kenny Budhall et son frère, se sont donnés une couverture de gauche, essayant de miner le régime en l'accusant de ne pas promouvoir assez vite des réformes sociales, d'être corrompu, etc.

Les Budhalls sont maintenant devenus des anticommunistes acharnés. Ils parcourent désormais les rues de Grenade pour étaler leur propagande de pacotille, anticommuniste et antiprogressiste. Bernard Coard se faisait aussi l'avocat de la nécessité, à ce stade précis du processus révolutionnaire, de former des alliances tactiques entre la classe ouvrière et certains éléments patriotiques de la petite bourgeoisie rurale et urbaine, cela parce que le caractère de classe fondamental de notre société est petit-bourgeois. La composition de classe du parti lui-même était essentiellement petite-bourgeoise, des petits bourgeois radicaux qui, en évoluant, avaient abandonné les intérêts de leur classe pour ceux du prolétariat. C'est Coard lui-même qui, d'ordinaire, défendait la nécessité de construire ces alliances tactiques et, au cours de cette période, elle était devenue une des cinq priorités de la ligne du parti.

Puis, quelques mois plus tard, Maurice Bishop était accusé d'être petit-bourgeois, Unison Whiteman d'être social-démocrate et de représenter l'aile droite au sein du parti. Pour la première fois, et à notre grande surprise, nous entendions parler d'une aile droite au sein du parti. Toutes ces accusations, totalement dénuées de fondement, n'étaient qu'une façon pratique, opportuniste et machiavélique d'atteindre le but que s'était fixé Coard : devenir le chef du parti. Ils ont également accusé Bishop, et à nouveau sans qu'aucune preuve n'en soit donnée, d'« individualisme » et de « culte de sa propre personne ». C'est sans doute là la plus faible des accusations. Tous ceux qui connaissent Maurice Bishop savaient qu'il était peut-être le plus modeste, le moins arrogant de tous les dirigeants du parti. C'était aussi le plus accommodant et probablement le partisan le plus convaincu du principe de direction collective. A d'innombrables occasions, lorsqu'on lui présentait des propositions, il répondait qu'avant de prendre une décision, il devait consulter le bureau politique ou le comité central. Il lui arrivait aussi de répondre : « *Pourquoi ne pas soumettre cette idée plutôt à Bernard ou aux autres camarades* », Unison, Strachan ou d'autres ? Cette accusation-là était donc parfaitement grotesque. Elle n'avait aucun poids et les membres du parti ne pouvaient pas y croire. Et que dire de l'accusation selon laquelle il avait adopté des attitudes de dictateur...

— Ces accusations portées contre Maurice Bishop ont-elles été présentées au parti au cours de cette période ?

— Le 13 octobre, c'est-à-dire le lendemain de la mise en résidence surveillée de Maurice Bishop, une assemblée de tout le parti a été convoquée, probablement pour en discuter. Nous pensions tous que l'objet de cette assemblée était de voter sur la question et de parvenir ainsi à établir une sorte de consensus au sein du parti et de trouver une ligne susceptible d'expliquer aux masses la raison pour laquelle Maurice Bishop était en résidence surveillée.

L'assemblée a duré très longtemps, près de six heures, mais elle ne s'est conclue sur aucun vote concernant ces propositions. Et celles-ci n'ont pas seulement concerné la question d'une direction conjointe, mais aussi l'exclusion de Maurice Bishop du parti lui-même et sa traduction devant une cour martiale. Des accusations très graves ont été portées contre lui sans qu'aucune preuve ne soit avancée au cours de l'assemblée. Le parti fut aussi informé que Bishop avait été placé en résidence surveillée parce qu'il avait autorisé la propagation d'une rumeur selon laquelle Bernard Coard voulait l'assassiner. Ainsi, à leurs dires, il était en état d'arrestation, non pas parce qu'il avait violé un des principes du centralisme démocratique en refusant soi-disant de se soumettre à une décision majoritaire du comité central, mais parce qu'il avait répandu cette rumeur... Maurice Bishop est intervenu pendant plus de quarante minutes pour se défendre. Il acceptait les critiques, comme il l'avait déjà fait en d'autres occasions, sur des points concernant certaines faiblesses au sein du parti et le processus révolutionnaire. Je n'ai jamais entendu aucun autre dirigeant — et certainement pas Bernard Coard — procéder à une auto-critique devant la moindre assemblée du parti. Là, il s'agissait d'une assemblée du parti tout entier. Maurice Bishop y déclara : « *Je rassemblerai toute l'honnêteté dont je suis capable pour rejeter la responsabilité d'avoir propagé cette rumeur, comme vous le prétendez.* » Puis il ajouta : « *Si j'avais réellement voulu jeter le trouble et la dissension au sein du parti, j'aurais pu trouver des moyens plus habiles que de propager une rumeur aussi grossière.* » Mais on ne procéda à aucun vote et aucune orientation ne fut donnée sur la ligne à adopter en ces circonstances. Nous avons alors posé la question : « *Même si nous acceptons ces accusations comme étant fondées, et tout porte à croire le contraire, quelle devrait être l'orientation unifiée du parti que nous aurons demain à défendre pour expliquer aux masses grenadiennes que leur dirigeant se trouve en résidence surveillée ?* »

Le lendemain, lorsque les membres du parti se sont trouvés face aux masses — il n'y avait eu aucune annonce officielle faisant état de la mise en résidence surveillée de Bishop —, il leur a été extrêmement difficile de leur expliquer la situation. La confusion générale, la consternation et la colère furent la réaction spontanée des masses. Le vendredi matin, des centaines de personnes se sont réunies autour du bâtiment du *Free West Indian* (principal journal de l'île, Ndlr.). Une forte agitation dominait et il s'avéra très difficile de les convaincre que Bishop avait violé une décision du comité central, etc. La réponse des masses était la suivante : « *Tout ça, c'est de la foutaise. Vous l'avez enfermé, mais pourquoi ? S'il a fait tout ce que vous dites, alors il faut lui laisser la possibilité de venir nous parler. On veut le voir et l'entendre. Nous, on le connaît depuis un bout de temps. Il a lutté avec nous. Il nous défendait. En 1973, il a failli y rester, quand le gang des*

Mangoustes de Gairy l'a passé à tabac. Et Bernard Coard, où était-il quand cela s'est passé ? Et quand le père de Maurice a été abattu en 1974 ? Si Maurice a vraiment fait quelque chose, les masses se chargeront du problème. »

C'est Selwyn Strachan qui est descendu pour essayer de leur parler, et il a commis l'énorme erreur — ce n'était pas la première qu'il faisait, comme en témoigne son passé — d'annoncer que c'était désormais Bernard Coard qui était Premier ministre du pays. Les gens l'ont purement et simplement chassé de la ville. La colère était terrible. Le jour même, Strachan s'est rendu à l'aéroport international pour essayer de parler aux travailleurs. Ceux-ci lui ont répondu : « *Nous n'acceptons pas ce que tu dis. Nous voulons voir et entendre Bishop en personne, et inutile de revenir sans lui.* » Et il a obtenu une réponse identique de la part des travailleurs de l'usine d'électricité.

— Pensez-vous qu'il y avait moyen d'éviter le dénouement final auquel les événements que vous décrivez ont abouti ?

— Les événements survenus avant, pendant et après la mise en résidence surveillée de Maurice Bishop ont été une manifestation folle de gauchisme. J'entends par là que ces camarades avaient perdu toute notion du lien entre ce qu'ils faisaient, ce qu'ils disaient, et la réalité objective. Bernard Coard aurait pu prévenir cette avalanche s'il avait agi en marxiste responsable et mûr. Il aurait pu avertir que ce qui arrivait menaçait la survie même du processus révolutionnaire.

Je pense que les choses se sont détériorées très rapidement au cours de ces deux semaines. Le parti a quasiment perdu tout soutien parmi les masses. Et la désillusion est également venue frapper de nombreux militants de base, que la démagogie de Coard avait réduits au silence. L'évolution dans ce domaine a été véritablement tragique.

Il s'agissait d'une situation folle. Lorsque Louison et Whiteman ont tenté de négocier avec Coard et Strachan pour trouver une solution pacifique à cette impasse, Coard a été jusqu'à déclarer à Louison qu'ils étaient prêts à faire perdre cinq ans au processus révolutionnaire, parce qu'ils étaient convaincus que perdre cinq ans aujourd'hui conduirait en définitive à en gagner dix par la suite. Je ne peux pas comprendre ce genre de logique, mais telle était leur ligne. Louison a dit alors à Coard : « *Les gens vont continuer à manifester leur désapprobation. Qu'est-ce que vous allez faire ? Qu'allez vous répondre ?* » Et il a obtenu la réponse suivante : « *Ils peuvent organiser des marches, manifester, nous ne les en empêcherons pas. Mais ils se fatigueront un jour ou l'autre. Gairy les a laissés agir de la sorte presque quotidiennement pendant deux mois, en 1973 et 1974. La même chose est arrivée à Trinidad en 1970. Les masses se fatigueront et la vie reprendra son cours normal. Et nous poursuivrons le processus révolutionnaire sur une orientation plus marxiste et plus léniniste.* » La

situation s'était détériorée au point d'en arriver à ce type de démençe.

Ecoutez, sans les masses il ne peut y avoir aucune révolution. Si vous n'avez pas des secteurs du parti et des forces armées de votre côté, si les travailleurs ne sont pas avec vous, comment concevoir de continuer à construire la révolution ? Cela défie toute logique. Cela défie l'histoire et les idées du marxisme-léninisme. Dans une certaine mesure, la crise aurait pu être évitée si Coard et ses partisans avaient fait preuve de sagesse et de bon sens. Coard avait beaucoup d'influence et d'autorité au sein du NJM. Intellectuellement, il était très capable, très brillant, c'était un excellent organisateur, bref un homme qui avait de nombreuses qualités. Mais il était mu par une profonde ambition personnelle et par la quête du pouvoir.

Maurice Bishop n'aurait jamais fait le type d'erreurs commises par Coard en ce qui concerne les relations avec les masses. Rétrospectivement, il faut vraiment se poser des questions sérieuses quant à sa formation idéologique. S'il avait vraiment été ce marxiste-léniniste conséquent qu'il était supposé être, alors je pense qu'il n'aurait pas fait l'erreur fondamentale de se méprendre sur l'état d'esprit et la réponse des masses grenadiennes et d'adopter une attitude de mépris à leur égard.



L'hôpital bombardé par les avions US à Grenade : 50 morts. (DR)

Malheureusement, Coard et ses partisans ont laissé leur égo et leur propre ambition prendre le dessus sur une analyse rationnelle de la question. Coard en particulier a permis qu'une vague d'ultra-gauchisme fou submerge le parti et devienne incontrôlée. Celle-ci s'est développée au point que, objectivement parlant tout au moins, cela donne à l'impérialisme une excuse présentable pour intervenir et écraser la révolution grenadienne. A juste titre, Fidel Castro avait mis en garde Coard, Strachan, le général Hudson Austin et d'autres, contre cette éventualité, dans sa déclaration condamnant les assassinats, le lendemain même.

A mon sens, le massacre survenu à Fort Rupert et le couvre-feu draconien qui a été mis en place par la suite n'étaient pas des actes relevant de la lutte des classes, pouvant être justifiés par des principes ou sur la base d'une nécessité

historique. Tout comme l'invasion elle-même, il y a eu des crimes commis contre le peuple et la révolution grenadiens. Mais seul le peuple grenadien, et non pas les forces d'occupation ou leurs marionnettes, a le droit de dispenser une justice révolutionnaire envers les auteurs de ces crimes monstrueux.

— Vous avez dit, tout à l'heure, que le processus révolutionnaire se développait, selon vous, à un rythme correct. Pensez-vous que cela était vrai également en ce qui concerne le développement des organisations de masse, des conseils de district, etc. ?

— En tant que dirigeant du parti, Maurice Bishop lui-même était très ferme sur la question de la création de structures dans le parti, dans les organisations de masse et dans les conseils de district et de zone, structures qui pouvaient permettre aux ouvriers et aux paysans, aux femmes, aux jeunes, aux étudiants, non seulement d'exprimer leurs opinions, mais également de contribuer à l'élaboration de la politique (5).

Le système des conseils, en dépit de problèmes et de difficultés, fonctionnait plutôt bien, et ceci jusqu'à l'invasion. On en était, bien sûr, au stade expérimental.

Il n'y avait jamais eu de précédent dans toute l'histoire de Grenade et de la Caraïbe. C'était un système étroitement contrôlé et qui pouvait être modifié suivant la manière dont il se développait. C'était certainement le grand espoir de Maurice Bishop que ce système de conseils au niveau local, au niveau du village et du district, soit institutionnalisé en tant qu'organe du pouvoir populaire. Nous espérons tous le voir devenir partie intégrante du cadre de travail légal définitif de la révolution, inscrit dans la nouvelle constitution populaire que nous étions en train de préparer.

D'un point de vue organisationnel, il y avait encore des faiblesses dans les organes de démocratie populaire tels que les conseils de zone et de district. Ces faiblesses ne se posaient pas tant en terme de volonté des masses à y participer qu'en termes de fonctionnement et d'organisa-

tion internes. Dans certains cas par exemple, il y avait des assemblées sans ordre du jour ou sans président de séance. Les gens réagissaient alors ainsi : « Pourquoi devrions-nous venir à cette assemblée pour discuter des heures sans parvenir à rien ? Les problèmes on peut tout autant en parler entre nous. Il faudrait avoir un cadre structuré pour trouver la solution. » Ainsi, les pressions venaient de la base elle-même, ce qui était une manifestation de bonne santé très positive.

Après coup, on s'aperçoit que le processus de décentralisation du pouvoir se développait plus rapidement au sein de la communauté qu'au sein du parti lui-même. (...)

— Comment se fait-il que la fraction de Coard ait pu tout simplement envisager de se maintenir au pouvoir après l'arrestation et l'assassinat de Bishop ?

— Je pense que même si l'invasion n'avait pas eu lieu, Bernard Coard, le général Austin, Strachan, Ewart Layne, James, et tous ceux qui composaient cette fraction, auraient été incapables de poursuivre le développement du processus révolutionnaire tel que nous le connaissions.

A lui seul, le parti, qui est numériquement faible, n'aurait pas pu mener à bien la révolution, même avec le soutien des militaires. Mais on peut même s'interroger sur l'éventualité de ce soutien : après les événements du 19 octobre, il y avait une telle démoralisation au sein des forces armées qu'une mutinerie aurait certainement éclaté quelques jours plus tard. Ils auraient été incapables de diriger le pays, parce que cela aurait été un pays sans peuple et sans révolution. La situation qui se serait développée à Grenade aurait vu les travailleurs abandonner tout l'enthousiasme, l'énergie, l'effort et le travail volontaire dont ils avaient fait preuve pendant quatre ans et demi pour construire la révolution.

Le conseil militaire révolutionnaire n'aurait pas pu rassembler autour de lui plus de 2 % de la population après les événements du 19 octobre et l'instauration du couvre-feu. L'économie aurait immanquablement connu une halte. Grenade aurait été totalement isolée dans la région. Les sanctions annoncées par la Communauté de la Caraïbe (Caricom) et l'Organisation des Etats de la Caraïbe orientale, qui entourent notre île, auraient eu très rapidement un effet désastreux sur un pays aussi petit que Grenade. Tout le trafic aérien et naval avait été supprimé. Grenade aurait été totalement isolée du reste du monde.

Je pense qu'en dépit des menaces, il y aurait eu des manifestations de résistance. Les travailleurs se seraient sans doute rendus sur leurs lieux de travail, mais je doute fort qu'ils y auraient produit quelque chose. La résistance passive se serait

5. Sur l'analyse de ces structures et des projets de nouvelle constitution, se reporter à *Inprecor* numéro 160 du 7 novembre 1983, et à *Epices*, organe du comité de solidarité avec le peuple de Grenade, de septembre 1983 (c/o J.M. Annequin, 86 avenue Pierre-Brossolette, 92 240 Malakoff, France).

exprimée par toutes sortes de moyens. Les écoles n'auraient pas fonctionné. Peut-être les lycéens y seraient-ils allés à la pointe du fusil, mais ils n'auraient rien fait.

Ainsi, d'un point de vue économique, social, politique et diplomatique, le régime ne pouvait pas espérer survivre. Ils n'auraient certainement pas pu se tourner vers Cuba pour demander de l'aide, parce que le Parti communiste cubain et Fidel Castro avaient fait comprendre, dans les termes les plus clairs et les plus durs possible, qu'ils condamnaient les événements survenus le 12 et le 19 octobre, c'est-à-dire la mise en résidence surveillée et l'assassinat de Maurice Bishop. Ainsi, le pays serait resté sans amis, sans voisins, mais surtout sans peuple pour le soutenir.

Cela vaut la peine de faire remarquer que les quinze membres du conseil militaire révolutionnaire, Coard, Strachan, de même qu'Austin, soit se sont rendus aux envahisseurs yankees, soit ont été capturés sans résistance. Et ce sont les mêmes qui, dans une vaine et ultime tentative de rassembler les masses pour résister à l'invasion, le 25 octobre au matin, ont appelé le peuple grenadien à combattre jusqu'à ce qu'il ne reste plus « *un seul homme, une seule femme, un seul enfant* ».

— Quelles sont les leçons les plus importantes que vous tireriez du renversement du gouvernement des ouvriers et des paysans à Grenade ?

— A mon sens, la fraction dirigée par Bernard Coard a commis une série d'erreurs fondamentales. La plus importante est qu'ils n'ont pas su apprécier l'état d'esprit et la conscience du peuple de Grenade à cet instant précis. Ils ont été victimes de leur subjectivisme dans leur compréhension des rapports avec le peuple. La première leçon à tirer est que la lutte des classes ne peut être menée par un parti ou une armée qui, de leur propre fait, se sont coupés des masses.

Leur ultra-gauchisme infantile, non scientifique et sans bornes, a également ouvert la porte à la contre-révolution, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Dans le pays, les forces de droite ont commencé à manifester une certaine vitalité avant même que Maurice Bishop ne soit assassiné. Par exemple, la manifestation des lycéens qui sont allés, le 18 octobre, sur le terrain de l'aéroport international afin de le fermer pour un certain temps, l'a montré clairement. Sur les affiches, il y avait des slogans tels que « "C" comme Coard, comme communisme, comme corruption ». C'était une indication dangereuse que la droite avait commencé à bouger et à saisir l'opportunité de la mise en résidence surveillée de Maurice Bishop pour exciter et susciter des sentiments anticubains, antisocialistes, anticomunistes et contre-révolutionnaires dans certains secteurs de la population.

Au cours de la manifestation spontanée du vendredi matin, lorsque les masses se sont rendues au domicile de Maurice



Travailleurs cubains emprisonnés sur l'aéroport de Point Salines. (DR)

Bishop et l'ont libéré, certains de ces provocateurs de droite se montraient très actifs dans la foule, tentant de stimuler des sentiments anticubains et anticomunistes. Le dirigeant syndicaliste Vincent Noel, moi-même, ainsi que d'autres camarades, avons saisi cela très rapidement et en avons fait part à Bishop, alors que nous descendions la rue Lucas vers le fort. Il s'est montré très préoccupé à ce sujet. C'était moins de deux heures avant qu'il ne soit assassiné. Maurice Bishop m'a demandé d'essayer de téléphoner pour atteindre le monde extérieur. Il voulait qu'il soit dit clairement que le président Fidel Castro et le Parti communiste cubain n'étaient absolument pas impliqués dans cette crise et que le peuple grenadien pouvait résoudre seul ses problèmes, sans interférence ou intervention extérieures. Il est donc clair que les éléments de droite ont vraiment commencé à se mobiliser activement à Grenade à partir du moment où Bishop s'est trouvé en résidence surveillée. Si j'insiste sur ce point, c'est pour montrer, d'un point de vue théorique, que l'orientation de Coard a fourni objectivement les conditions aux opportunistes de droite pour fourvoyer et tromper le peuple de Grenade. (...)

Pour finir, j'aimerais vous faire part de quelques idées personnelles sur les priorités, les tâches et les défis auxquels sont désormais confrontés les révolutionnaires et les progressistes de la Caraïbe.

Avant tout, il est indispensable de s'engager sur la voie d'une analyse politique sérieuse, qui ne soit pas passionnelle : il faut identifier et expliquer les erreurs commises par le NJM, en faisant la part des facteurs subjectifs et des facteurs objectifs qui y ont conduit, il faut en saisir et en tirer les leçons pour permettre d'affiner et d'enrichir la théorie révolutionnaire et son application créative dans la prati-

que révolutionnaire. Les conquêtes, les symboles positifs et l'exemple de la révolution grenadienne doivent continuer à nous guider et à nous inspirer, et nous devons activer la lutte contre l'impérialisme et tout ce qui le sert : le racisme, le colonialisme et le fascisme.

Nous ne devons pas être démoralisés par le recul tragique qu'ont signifié le 19 et le 25 octobre (assassinat de Bishop et invasion US, Ndlr.) Nous devons au contraire faire preuve de toujours plus de résolution, d'optimisme, de confiance, en continuant à exiger le retrait immédiat de toutes les troupes étrangères à Grenade et la fin de la colonisation US de notre pays. Nous devons exiger que prenne fin la campagne de harcèlement, d'intimidation et de violence contre le NJM et contre les partisans et les sympathisants de la révolution. Il faut aussi condamner la campagne réactionnaire qui, sévissant à travers toute la Caraïbe, exploite les événements survenus à Grenade pour attaquer toutes les forces progressistes des mouvements ouvrier et anti-impérialiste.

Aujourd'hui, nous devrions consacrer toute notre énergie au travail de solidarité avec nos camarades au Nicaragua, qui attendent une invasion imminente soutenue par les Etats-Unis, dans laquelle seront peut-être même engagées directement les troupes US. L'heure est à l'unité de toutes les forces révolutionnaires et progressistes à travers le monde. Il est temps de dépasser tout fractionnalisme et sectarisme, et de se rassembler dans un large front anti-impérialiste pour la paix, la justice et le progrès social. ■

Propos recueillis par
Steve WATTENMAKER,
Intercontinental Press,
New York, 26 décembre 1983.

La crise d'orientation du Parti communiste thaï

L'échec de la stratégie du "parti de jungle"

POUR la gauche thaïlandaise, les dix années qui viennent de s'écouler auront été celles des espoirs déçus. De 1973 à 1978, les forces révolutionnaires ont connu, dans le royaume de Thaïlande, une croissance rapide, nourrie notamment par une vague sans précédent de luttes sociales et par la défaite de l'impérialisme américain en Indochine (1).

Avec la radicalisation de nouveaux secteurs sociaux, puis l'extension rapide des zones de guérilla, le Parti communiste de Thaïlande (PCT) semblait bientôt en mesure, pour la première fois de toute son histoire, d'engager un combat sérieux pour le

pouvoir. Mais depuis, le PCT et l'ensemble des forces progressistes du pays traversent une crise profonde qui s'affirme d'année en année plus grave et plus difficile à surmonter.

Cette crise a été favorisée par le retournement qui s'est opéré dans la situation régionale, en 1978-1979, quand les tensions entre les régimes vietnamien, cambodgien et chinois se sont aggravées au point de déboucher sur des conflits militaires ouverts. Mais, plus profondément, elle exprime l'impasse dans laquelle la politique poursuivie par la direction du PCT a mené les forces révolutionnaires thaïlandaises.

Paul PETITJEAN

Quand, en 1973, la chute de la dictature militaire ouvre une période semi-démocratique, le Parti communiste de Thaïlande est encore en position très marginale dans le pays. Mais il est le seul à même de profiter rapidement de l'explosion de luttes de masses qui succèdent au soulèvement étudiant et populaire de Bangkok d'octobre 1973. Les autres formations progressistes sont trop faibles, trop jeunes ou trop désorganisées pour offrir une alternative significative au PCT. Quand une nouvelle dictature s'impose en 1976, à l'occasion d'un sanglant coup d'Etat, c'est encore le PCT qui, seul, possède les zones refuges et les forces de guérilla à partir desquelles s'organise la résistance armée.

C'est alors que le PCT s'affirme véritablement comme la colonne vertébrale d'une gauche révolutionnaire dynamique. Par milliers, des étudiants, des paysans, des ouvriers aussi, mais en moins grand nombre, rejoignent ses bases dans la jungle. En 1977, le Comité de coordination des forces patriotiques et démocratiques est constitué. Cela sanctionne le ralliement à la lutte armée de dirigeants syndicaux, universitaires et paysans, d'intellectuels connus, d'organisations politiques comme le Parti socialiste de Thaïlande. En 1978, les forces de guérilla sont en plein développement. Selon les chiffres gouvernementaux, elles dépassent les 10 000 soldats (peut-être 12 000 ou 14 000). Selon les chiffres du PCT, elles atteignent les 20 000.

Pourtant, durant les quatre années qui suivent, le PCT est miné par de violentes divergences. Il est affaibli par une véritable hémorragie de militants. Il perd la majeure partie de ses principales bases de guérilla, dont nombre de celles qui avaient été établies dès avant 1973. Le Comité de coordination cesse d'exister et les principaux dirigeants qui avaient rallié la lutte armée en 1975-1976 retournent à Bangkok ou partent à l'étranger. Le quatrième congrès du PCT, longtemps reporté, se réunit en 1982. Loin de résoudre les con-

traditions et de rétablir un semblant d'unité au sein du parti, il ouvre une nouvelle période de crise, marquée par des défections en masse et la reddition d'un membre du bureau politique.

Les années 1973-1982 ont été des années de vérité pour le Parti communiste de Thaïlande. Il a bénéficié d'une occasion historique pour enraciner et diriger un mouvement révolutionnaire à l'échelle nationale, pour surmonter enfin sa marginalité politique et les limites de son implantation géographique et sociale. Après avoir pu capter les nouvelles générations militantes, la direction du PCT n'a su résoudre ni les difficultés inhérentes à l'ouverture des conflits sino-indochinois, ni celles suscitées par l'évolution rapide de la situation dans le royaume lui-même. Elle a, au contraire, manifesté une dépendance à l'égard de Pékin, une sclérose politique et un conservatisme d'appareil mortels.

Les conséquences de cet échec du PCT sont graves. Le mouvement de masse est désorganisé, souvent désarmé. Les luttes sociales en pâtissent. Une génération militante reste désorientée et, dans une large mesure, démobilisée. L'initiative politique revient à la famille royale, à l'armée et aux grands partis bourgeois. Les forces progressistes sont paralysées, aucune formation révolutionnaire n'étant en mesure, aujourd'hui encore, d'offrir une

alternative concrète au PCT, lui-même divisé, très affaibli et sur la défensive (2).

Il est encore difficile de retracer l'histoire propre du Parti communiste de Thaïlande. Mais on peut dégager un certain nombre de grands problèmes qui permettent de mieux comprendre la nature de la crise du PCT et les raisons de son échec présent, problèmes qui restent au cœur des réorientations en cours dans la gauche thaïlandaise (3).

« LA CAMPAGNE ENCERCLE LA VILLE »

Depuis le début des années 1960, une fois la fraction pro-maoïste devenue majoritaire à la direction du PCT, la stratégie de celui-ci se fonde sur une lente accumulation de forces militaires, progressant de la périphérie du pays (généralement des régions montagneuses et dépourvues de réseau routier) vers les zones de population dense et le centre. Cette vision stratégique s'exprime dans la formule clef suivante : « *La jungle dirige le village, la campagne encercle la ville.* »

Formellement constitué en 1942 (les premières organisations communistes du Siam — ancien nom de la Thaïlande — remontent aux années 1930, mais ont été détruites par la répression), le Parti communiste a acquis durant la résistance anti-japonaise, notamment dans le sud du

1. On trouvera une présentation générale de la Thaïlande et de ses problèmes, dans le livre *La Thaïlande*, de Jean Guilvout et James Burnet, édition Karthala, Paris, 1983. Ce livre contient un chapitre sur l'évolution de la gauche thaïlandaise. *L'Enjeu thaïlandais*, de Sylvia et Jean Cattori, édition L'Harmattan, Paris, 1979, présente une étude détaillée des luttes décisives des années 1973-1978. Voir aussi « Après les émeutes d'octobre 1973, une situation instable », *Inprecor* numéro 21 du 13 mars 1975, « Polarisation croissante des classes en Thaïlande », *Inprecor* numéro 38 du 20 novembre 1975, et « 6 octobre : une mesure de guerre civile », *Inprecor* numéro 63 du 25 novembre 1976.

2. Sur les débuts de la crise de la gauche thaïlandaise, voir « L'évolution des partis communistes thaï et philippins », Paul Petitjean, *Inprecor* numéro 84 du 11 septembre 1980, et

numéro 85 du 25 septembre 1980. Depuis cette époque, la crise du PCT s'est beaucoup aggravée. Tous ceux qui restaient encore avec le PCT et dont les noms étaient cités dans ces articles — comme Seksan Prasertkul et Thirayuth Boonimie — ont maintenant rompu avec lui. On trouvera par ailleurs une abondante documentation sur l'évolution de la gauche thaïlandaise jusqu'à la veille du quatrième congrès du PCT dans le *Bulletin thaï d'information*, c/o Thibaut, 9, rue du Dauphiné, 93 600 Aulnay-sous-Bois.

3. L'un de ces principaux problèmes concerne le contexte régional, la politique du PCT vis-à-vis du conflit sino-indochinois, et la nature de ses liens avec Pékin. Cette question importante ne peut être traitée ici. Se reporter donc à ce sujet aux deux articles précédemment cités, de septembre 1980, parus dans *Inprecor*.

pays, une certaine expérience militaire. Il tente plusieurs années durant, après la Seconde Guerre mondiale, de poursuivre une action de masse, politique et, pour l'essentiel, urbaine. Le durcissement d'un régime militaire dictatorial, à la fin des années 1950, convainc nombre de militants de la nécessité de se replier sur des zones forestières et éloignées des centres, mal contrôlées par l'appareil d'Etat, et de préparer la lutte armée. Mais la reconversion du PCT ne se fait pas sans mal et sans conflits internes. Ce n'est qu'en 1965 que les premiers noyaux de guérilla entrent en action, sous la pression des forces gouvernementales alertées.

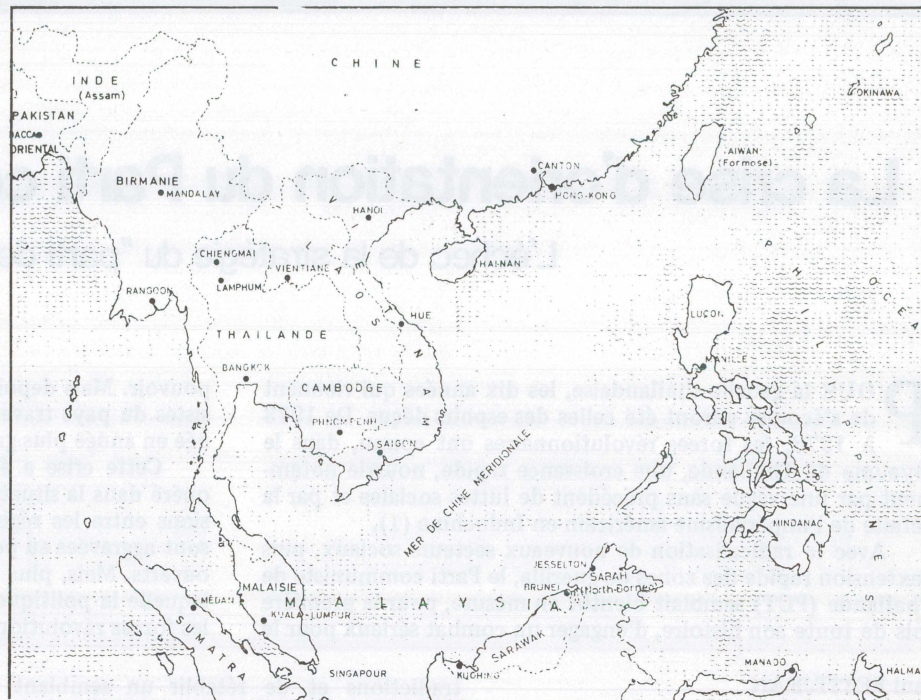
De 1965 à 1973, la guérilla de l'Armée populaire de libération de la Thaïlande (APLT) connaît une croissance lente mais régulière, dans le nord-est et le nord, le long des frontières cambodgiennes et laotiennes, puis birmanes, et dans le sud du pays. Dans l'extrême sud musulman, ce sont les diverses fractions du Parti communiste de Malaisie qui sont installées du côté thaïlandais de la frontière.

Avant 1973, la progression du PCT est donc lente, bien qu'il reçoive une aide extérieure importante. Mais le régime thaï n'est pas en crise ouverte, les Etats-Unis ne menagent pas leurs appuis, et aucun autre parti ne fait mieux que le PCT, loin s'en faut. L'orientation définie par la direction du parti peut donc sembler d'autant plus justifiée qu'en 1973 cette direction, bien qu'elle soit en fait presque inconnue, bénéficie d'un prestige et d'une autorité morale importants auprès des jeunes générations militantes. Rares sont les cadres de cette génération qui ont une formation politique originale et qui portent un jugement critique sur le « maoïsme » du PCT.

L'audience et le champ d'action potentiel du Parti communiste s'élargissent brusquement avec la chute de la dictature militaire, en 1973, et la multiplication des luttes revendicatives et démocratiques. Mais c'est alors que les limites de l'organisation et de l'orientation du PCT apparaissent au grand jour.

L'appareil traditionnel du PCT privilégie l'action militaire. Or, de 1973 à 1976, l'heure est aux grandes mobilisations populaires, sociales et politiques. Au même moment, le parti investit les campagnes reculées et néglige Bangkok, la capitale. Or, c'est à Bangkok que le soulèvement d'octobre 1973 provoque la chute de la dictature. C'est à Bangkok que bat le cœur du mouvement étudiant et lycéen. C'est à Bangkok et dans ses banlieues que s'enracine l'ossature du mouvement syndical radical. C'est même à Bangkok que convergent les délégations paysannes venant exiger l'application et l'extension des lois agraires. C'est là aussi que se joue le succès du coup d'Etat d'octobre 1976 et que se sont menées, depuis lors, nombre de batailles politiques qui dominent l'ensemble de la vie nationale.

C'est parce qu'il réduit sa stratégie à l'accumulation progressive de forces militaires et qu'il refuse les actions de guérilla urbaine, que l'appareil central du PCT



peut ainsi délaissier Bangkok durant ces années cruciales. Il y a évidemment des réseaux du parti qui opèrent dans la capitale. Mais ils sont orientés vers l'extérieur : ils aident les guérillas, facilitent les liaisons nationales, et assurent la circulation de l'information. En 1973 il n'y a plus, pour raisons de sécurité dit-on, de direction politique propre pour la capitale, qui n'a d'ailleurs pas le statut d'une région autonome au sein du PCT. Chaque réseau du parti à Bangkok est directement relié à la direction nationale ou à une zone de guérilla rurale, dont la direction a autorité sur les militants intervenant dans la capitale.

Néanmoins, des militants du Parti communiste sont actifs dans de nombreuses luttes, à Bangkok comme en province. Certains réseaux prennent sur eux d'intervenir plus systématiquement dans les mouvements de masse. Mais il est impossible de mobiliser l'ensemble des militants urbains du PCT pour assurer le succès d'une campagne ou d'une initiative. La direction nationale reste largement ignorante de la réalité de la situation, car elle n'est pas sur le terrain. En tant qu'organisation nationale, le PCT est généralement absent, incapable de proposer des orientations concrètes de lutte et de travail, alors que le régime reprend l'initiative et que les jeunes générations militantes se heurtent à des échéances de plus en plus complexes et délicates. « Mais où est donc le parti ? » demandaient souvent avec anxiété des cadres du mouvement étudiant et syndical en 1974-1975.

Le coup d'Etat d'octobre 1976 met fin à la période semi-démocratique et laisse place temporairement à un régime extrêmement répressif. Pour la direction du PCT, c'est en quelque sorte un « retour à la normale », comme elle l'avait prévu. L'accent mis les années précédentes sur le maintien et la consolidation des zones de guérilla semble maintenant pleinement justifié : militants et sympathisants quittent en masse les « zones blanches » (mili-

tairement contrôlées par le gouvernement) pour chercher refuge auprès du PCT, pour venger aussi, en s'engageant dans la lutte armée, les centaines d'étudiants massacrés lors du coup d'Etat et les nombreux paysans et syndicalistes abattus depuis 1975.

Pourtant, l'orientation militariste et rurale du PCT a coûté cher. La famille royale, l'armée, les groupes d'extrême-droite ont pu manœuvrer plus librement, préparant le coup d'Etat, multipliant les provocations et les pièges. Sans direction politique nationale, le mouvement né en 1973 ne pouvait éviter ni la division ni des erreurs coûteuses. Il ne pouvait garder l'initiative politique. De même, il ne pouvait préparer systématiquement et à l'avance le maintien en zones urbaines et en zones rurales « blanches » de réseaux militants capables, après le coup d'Etat, d'assurer une ossature clandestine au mouvement de masse. Quand l'exode vers les zones de guérilla s'est produit, trop rares étaient les militants et les cadres qui voulaient et pouvaient rester sur place pour assurer la continuité du travail politique. Le mouvement de masse, notamment syndical, ressent encore aujourd'hui les effets de cet exode.

Enfin, l'appareil traditionnel du PCT est resté étranger à l'expérience extraordinaire des luttes sociales des années 1973-1976. Or, c'est à partir de cette expérience que les nouvelles générations militantes ont rejoint l'Armée populaire et le parti. C'est aussi à partir de cette expérience que les nécessaires réorientations stratégiques pouvaient être discutées.

« LA JUNGLE DIRIGE LE VILLAGE »

Il ne pouvait en effet y avoir simple « retour à la normale », c'est-à-dire maintien des orientations antérieures du parti, car la période 1973-1976 ne représentait pas un simple « interlude » entre deux dictatures militaires. La floraison des mobilisations populaires revendicatives et dé-

mocratiques sanctionnait l'entrée du pays dans une nouvelle époque : celle des luttes de classes modernes. La société thaïlandaise toute entière était en mutation. Pour s'adapter à ces transformations, le Parti communiste devait lui-même modifier sa ligne, son fonctionnement interne, sa mentalité, ses points d'appui. Il ne pouvait le faire qu'à partir d'une expérience vécue et analysée. Le ralliement en masse des nouvelles générations militantes, nées justement de la nouvelle réalité thaïlandaise, offrait au PCT une occasion unique pour ce faire. Mais l'appareil central du parti semble n'avoir jamais pu ou voulu comprendre l'existence même du problème.

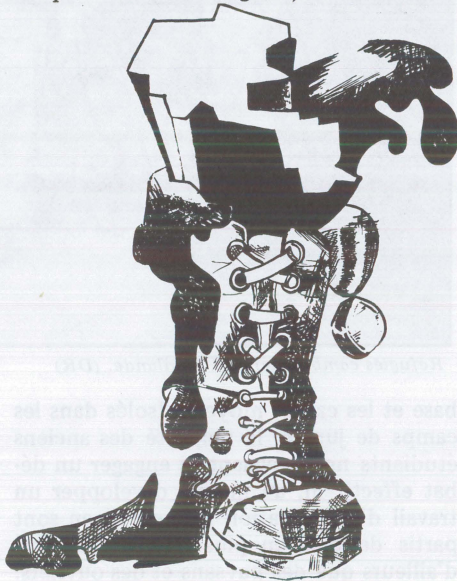
La mutation que devait vivre le PCT, en relation avec celle de la société thaï, était, il est vrai, très profonde et complexe. Il ne s'agissait pas seulement de corriger une déviation militariste ou guérillériste, d'accorder une place plus importante à l'intervention de masse en milieu urbain, et de prendre ses distances par rapport à la bureaucratie chinoise. Pour comprendre ces problèmes, il faut revenir sur ce qu'était le PCT et sur l'originalité de son développement, par-delà ses références idéologiques maoïstes.

Plus encore que le thème de l'encerclement des villes par les campagnes, commun à toutes les organisations maoïstes traditionnelles, c'est celui de la « jungle qui dirige le village » qui éclaire cette originalité. On peut en effet dire que le PCT s'est constitué, durant les années 1960, en « parti de jungle ». Le centre de gravité politique et organisationnel du parti n'est pas devenu la campagne, mais bien la forêt et, dans une certaine mesure, même l'étranger, puisque c'est en Chine avant tout que réside une partie de l'appareil du PCT et que c'est de ce pays que provient l'aide. Le fait que le gros des membres du parti et de l'Armée populaire vivent dans des camps de jungle est une réalité physique qui ex prime en l'occurrence beaucoup plus qu'une certaine orientation politique. Elle représente un certain type d'insertion dans la société traditionnelle, un mode très particulier de lutte. C'est aussi une réalité physique qui détermine largement un mode de fonctionnement et une rigidité politique très difficiles à briser.

« La jungle dirige le village » est une orientation qui a effectivement été mise en œuvre et qui a permis, un temps, la croissance de la guérilla. Au milieu des années 1970, le PCT et l'APLT sont déjà forts de plusieurs milliers de membres et disposent d'un appui de masse dans le Nord-Est et le Sud (dans le Nord, ils sont alliés à des tribus montagnardes). Mais le PCT et l'APLT s'imposent comme une force populaire de protection beaucoup plus que de révolution. Ils interviennent généralement pour protéger le village ou la tribu contre un ennemi extérieur (l'armée gouvernementale, le fonctionnaire corrompu, les chefs de gangs et « protecteurs », les pirates dans le golfe de Thaïlande...) et pour offrir un service que l'Etat central ignore (médecine rurale, éducation des enfants des tribus envo-

yés se former en Chine...). Mais ils interviennent très rarement pour changer les rapports sociaux eux-mêmes.

En assurant une protection armée, le PCT s'attaque à des aspects particulièrement graves d'oppression, et il est symptomatique que le Parti communiste enregistre ses principaux succès dans des zones où l'administration s'aliène la population (les tribus, les Thai-Lao du Nord-Est deshérités, le Sud relativement prospère mais sous la botte de l'administration centrale), et non dans les zones où l'économie de marché provoque les bouleversements sociaux les plus précoces (la plaine centrale, et notamment les provinces qui entourent Bangkok).



On comprend mieux, dans ce contexte, l'indigence extraordinaire du programme agraire du PCT, qui ne comporte ni analyse des structures variées de la société rurale thaïlandaise, ni présentation détaillée d'un catalogue revendicatif. Les témoignages de militants revenus de diverses zones de guérilla concordent : dans la plupart des cas, le PCT et l'APLT ont gagné une base populaire non pas à l'occasion de luttes revendicatives, mais en soutenant les villageois face à des menaces extérieures (déplacements de population liés à la construction de barrages hydrauliques, contestation sur l'occupation de zones forestières gouvernementales, extorsions de fonds de la part d'un « parain », exactions de l'armée...).

Il est évidemment normal, vital même pour une organisation révolutionnaire, d'assurer, quand c'est possible, une telle protection. Mais, sans une autre forme d'insertion sur le plan national, ce mode d'intervention permet une extension progressive des zones de guérilla dans les régions propices, mais non une dynamisation des luttes sociales et politiques dans l'ensemble du pays. Le PCT a dû son succès local ou régional à sa capacité à s'intégrer à des mécanismes traditionnels de la société thaï : la fuite dans la forêt comme moyen de résistance face au pouvoir central, la création d'une dette de reconnaissance pour la protection accordée ou le service rendu (aide médicale, etc.), qui peut amener le village à soutenir la guérilla (aide alimentaire, informations),

voire à envoyer un jeune dans les camps de jungle.

Mais ce mode d'intervention s'est révélé particulièrement inadéquat quand des luttes sociales se sont développées sur le plan national. En 1974-1975, la paysannerie se mobilise dans le Nord contre les taux de fermage et, plus généralement, sur des questions comme le prix du riz. Des organisations de masse se constituent, comme la Fédération des paysans de Thaïlande (les étudiants de la ville de Chiang Mai et des militants du PCT aident à son développement). Des luttes s'organisent autour de l'adoption et de la mise en œuvre de lois gouvernementales. Des contacts se nouent entre le mouvement étudiant, des associations paysannes et des syndicats ouvriers. Une campagne d'éducation démocratique se poursuit, dans la foulée d'octobre 1973. Il faut, pour répondre à ces développements cruciaux, un programme d'action national avec des mots d'ordre revendicatifs centraux, une perspective concrète d'extension des organisations de masse, une consolidation rapide de nouvelles structures du parti dans les régions centrales. Le PCT, parti de jungle, est incapable de prendre l'initiative sur ce terrain.

Le même problème ressurgit en 1977-1978, une fois passé le choc du coup d'Etat d'octobre 1976. L'extension des zones de guérilla implique des tâches nouvelles : l'organisation de régions de population dense et plus centrales. Cette question se pose en termes particulièrement aigus dans le Nord, où l'APLT est traditionnellement implantée dans les massifs montagneux où vivent des minorités ethniques. Il est maintenant possible et nécessaire d'implanter le mouvement dans la plaine elle-même. La direction du PCT impose son orientation habituelle : les structures du parti s'établissent dans la jungle, le village est contacté et organisé à partir de cette base forestière, l'objectif est d'amener des villageois à rejoindre les camps de jungle.

Cette politique échoue doublement. D'abord, parce que l'armée gouvernementale peut opérer trop rapidement dans ces zones pour que la jungle soit une protection suffisante. Ensuite, parce qu'il est difficile d'organiser le village de l'extérieur et que les paysans ne voient pas l'intérêt de rejoindre les camps de jungle. C'est après cet échec que de jeunes militants du parti, forts de l'expérience accumulée en 1974-1975, décident de s'établir directement dans les villages et non plus dans la jungle. L'expérience est concluante. Mais l'appareil du parti n'en modifie pas pour autant son orientation générale.

Il semble que l'intervention de masse ait parfois été organisée par les directions régionales ou locales avec plus de souplesse, notamment dans la région de Phuphan, située dans le Nord-Isan (Isan est le nom donné à la région du Nord-Est où vivent des Thai-Laos). Mais, dans l'ensemble, le PCT reste un parti de jungle. Plus grave encore que sa sous-estimation du travail urbain, son mode d'insertion traditionnel, aux frontières de la Thaïlande moderne, lui interdit, compte tenu de

la rigidité de sa direction, de développer un travail de masse conséquent, que ce soit dans les zones « roses » militairement contestées, ou dans les zones « blanches ».

LA CASSURE

Si ce problème profond n'est apparu au grand jour que récemment, c'est parce que le PCT n'agissait, avant 1973 que dans des régions périphériques, bien que souvent peuplées, comme dans le Nord-Est et le Sud. Mais c'est aussi parce que, pour des raisons historiques variées (4), le royaume de Thaïlande n'avait encore jamais été secoué par une crise sociale et politique d'ensemble. Il y avait évidemment oppression et exploitation, pauvreté même. Mais la crise des rapports sociaux dans l'agriculture n'a commencé à se manifester que tardivement, ainsi que la dialectique nationale des luttes urbaines et rurales. C'est maintenant chose faite, et c'est pourquoi les années 1973-1976 représentent un tournant si important dans l'histoire du pays et du mouvement révolutionnaire.

Le PCT devait se transformer pour répondre aux nécessités de la nouvelle période. Mais l'influence de Pékin d'une part (5), et la structure du parti de l'autre, ont rendu cette transformation particulièrement aléatoire.

La crise du PCT a commencé à s'exprimer en 1979, au moment où il a perdu ses bases installées au Laos, quand Vientiane et Hanoi ont sanctionné son alignement de fait sur Pékin et les Khmers rouges en le chassant brutalement de ses sanctuaires. C'est tout d'abord le Comité de coordination des forces patriotiques et démocratiques qui a perdu toute substance. Ce Comité n'avait jamais donné naissance à de véritables structures de front uni. Ses membres étaient pour la plupart regroupés dans un camp situé au Laos, étroitement contrôlé par le PCT, isolé du mouvement et des luttes. Après la rupture avec Vientiane, certains de ses membres sont restés au Laos, d'autres sont partis à Kunming, en Chine, certains sont revenus en Thaïlande. Mais, de toutes façons, jamais le PCT n'a accordé de rôle politique réel aux partis et personnalités membres du Comité de coordination. Sa constitution s'est réduite à une opération de propagande : il est resté un comité au sommet, dont les membres étrangers au PCT n'avaient aucune tâche effective à remplir. Il est mort avec les démissions successives de ceux qui en faisaient partie.

Aux problèmes de l'intervention en milieu urbain, du travail politique et du travail de masse, s'ajoutent ceux des alignements internationaux et de la pratique de front uni. Et celui de la démocratie interne. Jamais il n'a été possible d'organiser, au sein du PCT, une discussion significative sur le plan national, interrégional. Longtemps, la direction centrale s'est contentée de réaffirmer l'orientation traditionnelle, de gloser sur les étudiants incapables de supporter les difficultés de la vie de guérilla, de diriger par le silence face aux questions de plus en plus pressantes soulevées par les militants de



Réfugiés cambodgiens en Thaïlande. (DR)

base et les cadres moyens. Isolés dans les camps de jungle, la majorité des anciens étudiants ne pouvaient ni engager un débat effectif ni, au moins, développer un travail d'implantation propre. Ils en sont partis de plus en plus nombreux, ainsi d'ailleurs que des paysans et des ouvriers. L'énorme majorité de ceux qui avaient rejoint le PCT en 1975-1976 l'a maintenant quitté. Et il en va aujourd'hui de même avec de nombreux anciens cadres.

A la suite du quatrième congrès, les structures de plusieurs régions du PCT se sont en fait effondrées. Ce congrès, tenu en 1982 sous la forme de trois assemblées régionales plus ou moins simultanées, reliées par liaison en morse à Kunming, offrait une dernière chance au parti de juguler la crise ouverte. Des blocs régionaux se sont confrontés et les thèses des courants « réformateurs » l'ont emporté de justesse. Elles défendaient une orientation accordant plus d'importance à l'intervention en milieu urbain et au travail politique, prônant une « ligne de masse » réclamant une politique internationale plus indépendante. Le fait que les thèses des « réformateurs » l'aient formellement emporté montre qu'une discussion démocratique au sein du PCT, ouverte à temps, et la tenue d'un congrès représentatif, auraient pu limiter les effets de la crise et engager d'importantes réorientations. Mais les textes présentés au congrès n'ont jamais été publiés et la fraction dominante a maintenu son contrôle sur l'appareil central. Mal préparé, bureaucratiquement manipulé, avorté, le quatrième congrès a ouvert une nouvelle phase de la crise du parti : marginalisés au niveau de la direction, les courants « réformateurs » (notamment dans le Nord-Isan) ont à leur tour, dans leur grande majorité, rompu avec le PCT.

Par ailleurs, le régime thaïlandais a joué activement des contradictions internes du PCT, en accordant une amnistie à ses militants, tout en plaçant les « retours de jungle » sous surveillance. L'armée a pu reconquérir des bases longtemps inexpugnables, et c'est dans le sud du pays que l'APLT résiste aujourd'hui le mieux. Dans les villes, les fractions de l'armée profitent de la paralysie des forces de gauche pour pénétrer plus avant les syndicats ouvriers.

Il faudra beaucoup de temps à la gauche thaïlandaise pour se remettre de la crise du PCT. En l'absence de solides bases de masse, les militants de « retour de jungle » ont dû se préoccuper avant tout de survivre et de trouver un travail. La démoralisation n'est pas non plus facile à surmonter. Mais le mouvement de masse, s'il reste désorienté, n'a pas été brisé en profondeur. Il peut renaître demain et offrir une nouvelle chance d'implantation à des forces révolutionnaires. ■

Paul PETITJEAN,
10 janvier 1984.

4. Signalons parmi ces facteurs : le fait que le pays n'a jamais été une colonie directe et que l'autorité de la famille royale n'a pas été brisée ; le fait que pendant longtemps le prolétariat a été composé de travailleurs chinois immigrés coupés de la paysannerie ; le fait que, jusqu'à la fin des années 1960, des terres restaient offertes au défrichement, ce qui permettait au paysan d'échapper à une condition trop difficile ; le fait que les capitaux occidentaux n'ont directement pénétré l'agriculture que tardivement et que la concentration de la propriété foncière (compte non tenu de la famille royale) est restée longtemps limitée ...

5. Pékin ne souhaitait pas le renforcement d'une lutte révolutionnaire en Thaïlande.

La chute du régime militaire et la politique d'austérité du nouveau gouvernement civil

LE 5 décembre dernier, la junte militaire au pouvoir à Buenos Aires s'est officiellement dissoute après une dictature sanglante de plus de sept années. Le 10 décembre est entré en fonction le nouveau gouvernement civil, formé par l'Union civique radicale (UCR), sous la présidence de Raul Alfonsín, élu lors des élections présidentielles du 30 octobre 1983 (1). Depuis la déroute manifeste subie par la dictature au printemps 1982 lors de la guerre des Malouines, le processus de décomposition du régime militaire s'était accéléré à vue d'œil (2). Alors qu'avant les élections du 30 octobre dernier, la passation des pouvoirs avait été fixée au mois de février 1984, elle était précipitamment avancée et effectuée au mois de décembre, dès l'issue du scrutin.

Cette accélération du rythme de la passation du pouvoir par la junte témoigne de la dislocation rapide du régime militaire et de ses instruments de contrôle. Le nouveau gouvernement civil devrait cependant pouvoir bénéficier à tout le moins d'une période de quelques mois d'« état de grâce » avant d'être contraint d'engager, contre les travailleurs, les grandes batailles qui s'annoncent sur tous les fronts.

Karl BERGMANN

Lorsque la junte militaire a déposé, le 24 mars 1976, le dernier gouvernement péroniste d'Isabel Peron (veuve de Juan Peron, auquel elle avait succédé en juillet 1974), elle pouvait compter sur le soutien de la plupart des milieux bourgeois, y compris de l'ensemble de l'UCR alors sous la direction de Ricardo Balbín, ainsi que sur celui d'importantes composantes de la direction péroniste. Le régime d'« Isabelita » s'était en effet montré incapable de mettre en œuvre le plan de restructuration économique (plan Rodrigo) qu'il avait annoncé dès 1975. Cette restructuration devait remplacer l'ancienne politique d'industrialisation par le développement des secteurs de substitution aux importations, par un projet s'intégrant de façon beaucoup plus marquée dans le cadre du marché mondial économique. L'échec du gouvernement d'Isabel Peron a surtout été dû à la résistance d'une classe ouvrière progressivement passée sous la direction de tendances lutte de classe au sein des syndicats péronistes. Même la répression sauvage menée par l'Alliance anticomuniste argentine (AAA), les fameux escadrons de la mort, n'est pas parvenue à briser cette résistance.

UNE ÉCONOMIE EN DÉROUTE

Dès le 2 avril 1976, soit une semaine après le putsch, l'équipe économique de la dictature dirigée par José Martínez-Hoz rendait publics ses projets. Ce n'était plus le plan Rodrigo aux ambitions limitées, mais un véritable « plan Friedman » qui était à l'ordre du jour (3). Celui-ci prévoyait l'arrêt de toute industrialisation sous l'égide de l'Etat dans les secteurs de substitution et l'ouverture du marché local aux capitaux et marchandises en prove-



Meeting d'Alfonsín, le 29 septembre à Buenos Aires. (DR)

nance de l'étranger, la restructuration de la production nationale en fonction de ses débouchés sur les marchés mondiaux, le désengagement de l'Etat dans l'économie par la reprivatization du secteur public, la stabilisation des taux de change. Pour assurer la mise en œuvre de ce projet, la dictature a lancé contre la classe ouvrière une attaque d'une ampleur et d'une violence sans précédent dans l'histoire de ce pays. La politique de Martínez-Hoz s'est pourtant achevée dans le chaos le plus total, aboutissant exactement à l'inverse du résultat escompté. Les 30 000 personnes disparues n'en sont que l'illustration la plus effrayante. Il faut y ajouter une perte immédiate de pouvoir d'achat des salaires de 50 % (les salaires industriels réels ont chuté de 45 % entre 1975 et 1976 et ont continué à décliner

au cours des deux années suivantes), la constitution d'une armée de chômeurs représentant plus de 20 % de la population active, sans compter les centaines de milliers d'exilés.

A partir de 1980, l'économie a commencé à échapper à tout contrôle. Entre 1976 et 1982, la production industrielle a baissé de plus de 20 %. Le nombre des entreprises industrielles est passé de 8 101 unités à 6 637 unités, et les emplois industriels ont diminué de 30 %. Parallèlement, l'endettement extérieur du pays s'est aggravé très rapidement. Alors qu'en 1975 la dette extérieure représentait deux fois le montant des exportations, et 10 % du produit intérieur brut (PIB), elle était égale, en 1982, à quatre fois le montant des ventes à l'étranger et à 40 % du PIB. Le service de cette dette (intérêts et commissions) est passé de l'équivalent de 10 % à 60 % des recettes à l'exportation. Par voie de conséquence, à partir de 1980, l'industrie du pays ne disposait plus de capitaux pour continuer à financer son développement, alors qu'elle ne pouvait plus obtenir de crédits à l'étranger.

C'est alors que s'est annoncé un krach bancaire qui n'a pu être évité que grâce à l'intervention de l'Etat. A partir de ce moment, l'endettement et les interventions de l'Etat se sont accrus sans limite. Le déficit des finances publiques s'en est trouvé aggravé dans des proportions inimaginables. Pour le seul exercice de 1983, et en comparaison avec l'année précé-

1. Cf. *Inprecor* numéro 160 du 7 novembre 1983, et 161 du 21 novembre 1983.

2. « Du fiasco des Malouines à la transition négociée », Jean-Pierre Beauvais, *Inprecor* numéro 147 du 11 avril 1983.

3. Milton Friedman est un économiste américain, chef de file des théoriciens de l'école monétariste de Chicago, dont les « boys » ont fait d'importants ravages comme conseillers économiques des gouvernements de nombreux pays latino-américains, comme le Chili, par exemple.

dente, ce déficit a augmenté de 395,8 % par rapport au montant total du budget, et même de 680,8 % par rapport à son niveau de 1982 (4). En l'absence de tout nouveau crédit de l'étranger, la planche à billets est devenue le principal moyen de financement du pays, d'où un rythme annuel d'inflation de près de 400 %.

L'ère de la dictature est ainsi devenue l'un des moments les plus marquants de l'histoire de la bourgeoisie argentine. La politique économique de Martinez-Hoz l'a exposée sans aucune protection aux effets de la crise économique internationale et l'a privée de toute capacité de résistance. Toutefois, c'est la classe ouvrière qui a eu, et qui a encore, le plus à souffrir de cette période.

LA RÉSISTANCE A LA DICTATURE ET LE DÉVELOPPEMENT DE LA CRISE POLITIQUE

A la veille du putsch militaire de 1976 était apparue, au sein des syndicats péronistes, une avant-garde syndicale organisée en « tendances classistes », c'est-à-dire indépendant de la direction péroniste bourgeoise. A plusieurs reprises, ce courant syndical est parvenu à rassembler sous sa direction l'ensemble de la classe ouvrière, et même une partie des couches les plus pauvres de la petite bourgeoisie. En même temps, ces secteurs progressistes constituaient, pour les organisations révolutionnaires, un lien avec les masses péronistes.

Durant la dictature, cette avant-garde a été systématiquement exterminée. Pire, presque tous ceux qui, à partir de 1978, ont commencé à organiser la résistance, sont venus rejoindre les rangs des « disparus ». Cette perte pèse encore aujourd'hui sur toute l'évolution politique du pays. Même si le souvenir de ces combattants et de leurs objectifs est encore extrêmement présent pour la base syndicale qui est en train de se réorganiser, la force et l'expérience de la génération précédente n'en manquent pas moins au mouvement ouvrier. Parmi les 30 000 disparus, on peut compter, selon certaines estimations, quelque 25 000 militants et militantes syndicaux.

La résistance à la répression a commencé dès la fin de 1977, avec les défilés des mères de la place de Mai. La dictature a néanmoins réussi à accrédi-ter, auprès d'une grande partie de la population, l'idée qu'il s'agissait de « mères de subversifs », et par là même à les isoler. La seconde vague de résistance s'est développée de façon hésitante à partir de 1979, puis plus largement ensuite, dans les entreprises et les syndicats. Les structures de base des syndicats dans les entreprises étaient paralysées. Quant aux structures professionnelles, elles avaient été soumises à l'« intervention », c'est-à-dire qu'elles étaient placées sous le contrôle de l'armée. En outre, une fois passé le premier choc créé par le putsch, la majorité des syndicats péronistes se montrait prête à collaborer avec les « directions d'intervention » contre la base.

Mais lorsque la dictature a commencé

à perdre le contrôle de la situation économique, les « gremios » d'entreprise (conseils de délégués) se sont mis à se réorganiser à la base, et ce, dans la plupart des cas, en étant en butte à l'opposition de la direction syndicale. Ce processus de réorganisation s'est surtout effectué dans le secteur nationalisé, où les licenciements étaient moins importants. Aujourd'hui encore, il est très en retard dans le secteur privé. Cette réorganisation s'est traduite par une telle poussée de la base que la confédération syndicale a dû elle-même entrer en action, ne serait-ce que pour ne pas être débordée. C'est ainsi qu'à partir du moment où la base a commencé à utiliser à son profit la tradition du syndicat unique péroniste, on a assisté à une scission de la centrale syndicale en deux branches, la Confédération générale des travailleurs - République argentine (CGT-RA), qui est la plus ouverte et la plus active, et la CGT - Azopardo (5).

Devant cette pression de la base et ses répercussions dans la bureaucratie des syndicats péronistes, et face à la crise économique, la dictature a réagi par la fuite en avant, en se lançant dans l'aventure des Malouines. Son échec s'est traduit par une rupture définitive de tous les liens entre la dictature militaire et la bourgeoisie et par une cassure au sein même de la direction militaire. Cet échec de la junte a si bien soudé les noyaux de résistance qu'il a donné naissance à un mouvement d'opposition massif à la dictature.

A la fin du mois de novembre 1983, soit une semaine à peine avant le retrait définitif des dictateurs, une petite feuille à scandale de Buenos Aires, *Siete Dias*, publiait le rapport interne de l'armée sur l'aventure des Malouines. Cet événement témoigne à lui seul de l'ampleur de la crise qui traversait la direction de l'armée. Ce rapport n'avait été tiré qu'à dix exemplaires, et l'exemplaire qui fut publié portait le numéro 01, désignant celui qui était attribué à l'ex-président de la République, le général Reynaldo Benito Bignone, chef de l'Etat après l'aventure des Malouines. Le contenu du rapport montre cependant de façon encore plus flagrante à quel point les différents cercles dirigeants de la dictature s'affrontaient à couteaux tirés (6).

C'est au début de 1981 qu'avait été adopté le projet d'occupation des Malouines pour fin 1982, soit durant l'été austral. L'objectif avoué du projet était « la relance du processus de réorganisation na-

tionale ». Mais lorsque, par la suite, la situation s'est aggravée et que la mobilisation syndicale s'est affirmée, les dictateurs ont décidé de façon précipitée, au début de 1982, d'avancer de six mois le déclenchement des opérations, et ce sans la moindre préparation. L'échec de l'opération militaire de la junte, les milliers de soldats morts ou disparus du fait de l'aventurisme des chefs militaires de la junte, modifièrent alors brusquement la situation.

L'opposition syndicale et l'opposition démocratique se sont développées conjointement sous la forme de « gremios » de base et de l'activité des « mères des disparus ». Au fur et à mesure que cette unification de la résistance à la dictature s'accélérait, la capacité de la direction péroniste à contrôler le mouvement était de plus en plus remise en question, et la bourgeoisie poussait à une dissolution rapide du régime dictatorial. La combinaison des revendications démocratiques et économiques et la conjonction parallèle des diverses expériences de combat contre la dictature, ont eu deux conséquences principales. Tout d'abord, ce n'était plus seulement le pouvoir de l'armée et de la police, c'est-à-dire des instruments visibles de la dictature, qui étaient remis en cause, mais aussi la position de tous ceux qui avaient collaboré d'une manière ou d'une autre avec eux. C'est ainsi que l'Eglise a perdu une grande partie de son prestige parce que les évêques ont justifié l'utilisation de la terreur comme instrument de lutte contre le marxisme. Mais, en second lieu, c'est surtout la bureaucratie péroniste qui a été la plus touchée par ce mouvement de défiance. En effet, sa direction s'était extrêmement compromise par son attitude sous le gouvernement d'Isabelita, et par sa collaboration avec les militaires.

LA CRISE DU PÉRONISME

Pour la direction du mouvement péroniste, qui regroupe le Parti Justicialiste, les syndicats péronistes et des organisations diverses (femmes, jeunesse, etc.), la première phase de l'ouverture politique a abouti à une véritable catastrophe. Non seulement c'est la première fois qu'elle a perdu des élections depuis qu'elle existe, mais encore sa position au sein du mouvement syndical est menacée.

Dans un premier temps, tout s'était déroulé selon les scénarios péronistes habituels en période de dictature. La direc-

4. *Clarín*, Buenos Aires, 23 novembre 1983.

5. « Plans de la junte et manœuvres de la bureaucratie syndicale », *Inprecor* numéro 129 du 28 juin 1983.

6. *Siete Dias*, 23 novembre 1983. Le *Monde* du 29 novembre dernier rend compte du rapport de la commission Rattenbach. Cette commission interarmes, composée de six généraux à la retraite et présidée par le général de l'armée de terre Rattenbach, a été constituée le 2 décembre 1982, pour apprécier la façon dont avait été menée la guerre des Malouines au niveau « politique et stratégique ». Ses conclusions, rendues seulement le 30 septembre 1983, ont été transmises à la junte et au conseil supérieur des forces armées, pour qu'il

statue à huis-clos. La junte y est accusée « d'avoir conduit les forces armées, à partir d'une planification précipitée, incomplète et erronée, à un affrontement auquel elles n'étaient pas préparées » et « de ne pas avoir su exploiter les occasions concrètes qui se sont présentées de mettre fin au conflit de façon honorable ». Les sanctions recommandées par la commission étaient les suivantes : peine de mort ou prison à perpétuité pour le général Galtieri, l'amiral Anaya et deux colonels ; destitution et emprisonnement de longue durée pour le brigadier-général Lami Dozo et le général Menéndez ; ouverture d'une information contre le capitaine Astiz, chef des troupes chargées de la défense de la Georgie du Sud... Au total, dix-sept officiers sont mis sur la sellette.

tion de la CGT connaissait une scission (cela avait déjà été le cas dans les années 1960 : le dirigeant de la CGT, Vador, s'était alors tellement compromis avec la dictature militaire de l'époque que la scission était apparue comme le seul moyen de sauver la CGT ; c'est de cette scission qu'était née la « CGT de los Argentinos », sous la direction d'Ongara). La CGT-RA, dirigée par Saul Ubaldini, a commencé à réagir à la pression de la base avant de se lancer elle-même dans le mouvement d'opposition à la dictature. Après la crise des Malouines, la direction péroniste s'est mise à préparer la transition, sa principale préoccupation étant alors de reprendre totalement en main le mouvement de la base syndicale. Lors des trois grèves générales (6 décembre 1982, 28 mars 1983 et, trois semaines avant les élections, 4 octobre 1983), elle s'était certes montrée capable de se porter à la tête de la mobilisation des masses. Mais, en fait, elle avait déjà perdu tout contrôle des conflits dans les entreprises. C'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles le dirigeant du mouvement péroniste, vice-président du collectif des « 62 organisations » et ancien leader des syndicats de la métallurgie, Lorenzo Miguel, a accepté de conclure avec la junte militaire ce que l'on a appelé le pacte militaire-syndical. Il s'agissait de permettre à la direction péroniste d'avoir les mains libres dans les syndicats dès la période de transition vers un gouvernement civil, afin de les reprendre totalement en main. Les fameuses « directions d'intervention » mises en place par la dictature après le coup d'Etat de 1976, ont ainsi été remplacées par des « commissions de normalisation ». Cette mesure concernait les sections syndicales les plus remuantes (un tiers environ des sections) et la seule fédération des Banques.

Dans le cadre de ces « commissions de normalisation », les directions péronistes renouaient avec leurs vieilles méthodes : répression brutale à l'encontre des militants syndicaux de base (les disparitions continuaient) et déclenchement de grèves, lorsque la pression de la base devenait trop forte. Parallèlement, les directions péronistes cherchaient à empêcher la réorganisation syndicale à la base. Dans certains cas, la base syndicale refusait même de prendre part aux grèves, car elle ne voulait pas aller à l'affrontement sans s'être préalablement réorganisée dans l'entreprise.

En même temps, la direction péroniste cherchait à contenir la pression dans d'autres organisations de base du mouvement justicialiste. Or, avec la phase d'ouverture politique, une immense soif d'action politique s'est manifestée dans la population. On mesure mieux le poids du péronisme, quand on sait que près de 3,5 millions de personnes ont alors adhéré à ce mouvement. Mais sa direction ne voulait pas courir le risque d'être débordée, comme elle l'avait été dans les années 1970. Elle a aussitôt mis en place des dispositifs de contrôle. Pour la préparation des élections, les trois « branches » du mouvement (syndicats, organisation des



La queue pour voter, le 30 octobre 1983. (DR)

femmes et Parti justicialiste) ne devaient prendre aucune initiative indépendante. Tous les candidats aux élections ont été nommés un à un par la direction, et leur choix reflète bien ce processus. Le candidat à la présidence, Italo Luder, est connu pour avoir confié les pleins pouvoirs à l'armée, pour la répression, alors qu'il était président par intérim, après la mort de Juan Peron. Le candidat à la vice-présidence, Deolindo Bittel, était le stratège de la sécurité du gouvernement d'Isabelita Peron. Le prétendant au poste de gouverneur de Buenos Aires, Herminio Iglesias, était responsable des escadrons de la mort de l'AAA et passait pour le meneur des opérations de « matonaje sindical », méthodes qui consistaient à battre à mort ou à livrer à la dictature, après les avoir passés à tabac, les militants syndicaux qui s'opposaient à la direction péroniste.

On pourrait multiplier les exemples à volonté. Mais le fond de la politique des dirigeants péronistes apparaît plus particulièrement dans une interview du candidat péroniste au Sénat, Juan José Taccone, à la veille des élections du 30 octobre dernier. Pour le dirigeant justicialiste, « l'Argentine ne peut qu'avoir intérêt à la victoire des péronistes. Certes, nous n'avons guère de différences avec les autres forces nationales, mais nous avons plus de moyens de maintenir la cohésion du pays qu'elles n'en ont. Nos adversaires se trompent lourdement lorsqu'ils croient qu'une défaite de la direction péroniste des syndicats leur permettra de disposer d'un mouvement syndical à leur convenance. Une telle défaite transformerait inéluctablement le mouvement ouvrier en force d'opposition. Et cette force, même si elle s'appuie sur des revendications légitimes, nous conduira à l'anarchie. Or, seul le péronisme est à même de contrôler l'étape de la transition. (7) »

Ce contrôle lui a pourtant échappé des mains dès avant les élections. Non seulement la base des militants d'entreprise s'est de mieux en mieux organisée pour faire front aux directions syndicales, y compris avec l'aide d'éléments fidèles au péronisme, mais encore cette

opposition apparaît désormais au grand jour. Le 17 octobre, les deux CGT avaient appelé à un meeting de mobilisation au stade Velez à Buenos Aires. Plus de 250 000 travailleuses et travailleurs avaient répondu à leur appel. Mais lorsque Lorenzo Miguel, le porte-parole des « 62 organisations », a voulu parler, on a assisté à un véritable concert de sifflets. « On n'en veut pas » ont scandé la grande majorité des présents, jusqu'à ce qu'il cède le micro. Et comme il n'avait pas immédiatement disparu de la tribune, les gens ont commencé à lancer des bouteilles dans sa direction. Lors de ce même meeting, Saul Ubaldini, le dirigeant de la CGT-RA, a été, quant à lui, applaudi. Il est manifeste que la base ouvrière commence à se détacher des milieux les plus corrompus de la direction syndicale, ceux qui apparaissent comme les plus compromis avec la répression et la dictature militaires, et cherche sa propre voie. Une semaine plus tard, lors du dernier meeting électoral des péronistes à Buenos Aires, on a pu de nouveau assister à ce phénomène. Malgré la présence de plus d'un million de personnes, les sigles des entreprises derrière lesquels la base des syndicats défile habituellement de façon structurée, étaient totalement absents. Les responsables syndicaux d'entreprise ne suivent donc plus la direction des syndicats. La débâcle électorale a ensuite mis une fois de plus en lumière ce processus. Les péronistes ont perdu plus d'un million de voix par rapport aux présidentielles de 1973, où ils avaient obtenu 62 % des suffrages, contre 40 % cette fois-ci. Mais si l'on examine le détail des résultats, on s'aperçoit que la situation du mouvement péroniste est encore plus grave. C'est en effet partout où la base syndicale s'est déjà réorganisée, dans les bastions ouvriers, que les péronistes ont enregistré leurs plus mauvais scores.

Après les élections du 30 octobre, l'ambiance était véritablement au « sauve-qui-peut » au sein du mouvement péroniste. Chacun, dirigeant ou structure, cher-

7. Index Economico, Buenos Aires, numéro 59, octobre 1983.

chait à prendre ses distances vis-à-vis de la direction du mouvement. La tendance « Intransigeance et mobilisation péroniste » (IMP), qui passe pour avoir pris le relais des Montoneros au plan politique, a purement et simplement exigé la démission de toute la direction et une élection au suffrage direct d'une nouvelle direction par les membres des « branches » (8). La direction de l'ensemble de la « branche » des femmes s'est ralliée à cette proposition. Les gouverneurs péronistes élus dans cinq provinces ont exigé, eux aussi, la démission de tous les dirigeants. Lors de la réunion, le 9 novembre dernier, du conseil national des « 62 organisations » du mouvement péroniste, il était presque certain que Lorenzo Miguel et ses partisans devraient bientôt passer la main. Certes, il a tout de même obtenu la vice-présidence du mouvement, mais en étant contraint de déléguer ses pouvoirs. Les nouveaux dirigeants sont issus de la même tendance que lui, mais ils sont moins connus de la population.

Tout cela n'a fait que renforcer le mécontentement face à la direction péroniste. La délégation parlementaire péroniste de Buenos Aires a refusé de s'intégrer au groupe parlementaire péroniste, le responsable de cette fronde, Unamuno, allant même jusqu'à déclarer : « *Il y a de beaux messieurs qui, au nom du péronisme, mais en fait en tant qu'agents du processus militaire (la dictature), ont eu partie liée avec l'armée et lui ont promis d'ajouter une chaîne dorée à un péronisme docile.* » (9) C'est ce même Unamuno qui, commençant à prendre ses distances vis-à-vis de ceux qu'on désigne comme « les maréchaux de la déroute », déclarait tout aussi ouvertement que « *le débat politique au sein du péronisme a aujourd'hui lieu dans la rue* » (10). Cette crise du péronisme se déroule en effet non plus seulement à travers les canaux classiques du mouvement, mais en dehors de tout contrôle de la direction péroniste. Et c'est ce phénomène qui la rend aujourd'hui si explosive. Même si les masses travailleuses continuent à se reconnaître majoritairement dans le péronisme, elles ne cherchent plus en priorité les solutions conformes à leurs intérêts dans les structures de ce mouvement.

Saul Ubaldini, dirigeant de la CGT-RA, qui possède le plus d'expérience pour affronter cette situation explosive, est aussi celui qui réagit de la façon la plus habile. Il n'a donc pas pris ses distances vis-à-vis de Lorenzo Miguel d'une façon tonitruante, parce qu'il savait bien que les reproches qu'on pouvait lui faire pouvaient s'adresser à tous les bureaucrates, y compris dans les syndicats. Il a préféré déclarer que « *Lorenzo Miguel et Herminio Iglesias ont manifestement commis des erreurs humaines qui nous ont coûté aujourd'hui une victoire électorale. Mais ce ne sont là que des peccadilles que l'on doit maintenant oublier.* ». Dans le même temps, Ubaldini cherche à définir une orientation politique susceptible de redonner son pouvoir à la bureaucratie syndicale dans la nouvelle situation résultant des élections. En premier lieu, il

a refusé une réunification des deux CGT sous la direction des « 62 organisations », c'est-à-dire de Lorenzo Miguel. Cette réunification doit se faire, selon Ubaldini, en dehors des structures du parti péroniste. En second lieu, il a exigé une « normalisation » immédiate des syndicats, afin de laisser les mains libres à la direction syndicale. Dès le 10 novembre, Ubaldini n'a pas hésité à menacer le nouveau gouvernement civil de Raul Alfonsín, avant même son investiture, que, comme par le passé, la CGT « *paralyserait le pays par la grève générale chaque fois que cela servirait les intérêts du syndicat.* ». Cependant, le programme économique et politique d'Ubaldini montre clairement que ces « intérêts » résident en fait dans une intégration de la bureaucratie syndicale dans l'appareil d'Etat, ce que, jusqu'ici, le péronisme lui avait toujours accordé.

Le 18 novembre, Ubaldini a présenté le programme de la CGT-RA, qui repose sur les principaux axes suivants : « normalisation » de la CGT dans son ensemble, création d'une législation sur les conventions collectives, participation des directions syndicales à la gestion des entreprises nationales, participation des syndicats au gouvernement... C'est donc en toute quiétude que le péronisme offre au gouvernement ses capacités de contrôle du mouvement de masse en échange de son insertion dans l'appareil d'Etat.

LE GOUVERNEMENT ALFONSIN JOUÉ AVEC LE FEU

Quant à la direction de l'Union civique radicale, elle a bien su apprécier la situation. Tout autant compromise que les péronistes dans la répression et par ses liens avec la dictature militaire, elle a su mettre en place une nouvelle équipe, sous la direction d'Alfonsín, dès les premiers signes d'ouverture politique.

L'UCR rassemble traditionnellement une partie de la grande bourgeoisie. Mais, avec Alfonsín, ce parti a réussi à s'attirer les sympathies de deux autres couches de la société argentine : une partie des petits patrons et des travailleurs indépendants et, surtout, une fraction de la classe ouvrière, ce qui lui a donné un ultime coup de pouce pour gagner les élections. En outre, Alfonsín a fort bien tiré parti de la crise du péronisme. Sa campagne électorale s'est articulée autour de trois thèmes : la garantie des droits démocratiques ; le rejet du pacte entre les directions syndicales et l'armée, et le respect de la démocratie syndicale ; le relèvement des salaires. De cette façon, il a réussi à toucher précisément cette fraction des péronistes qui, ces trois dernières années, est allée le plus loin dans la résistance à la dictature. Derrière ce discours, il y a toutefois plus que de la simple démagogie électorale. Il s'y dissimule en effet une nouvelle mouture de la vieille politique bourgeoise dite d'institutionnalisation. Il s'agit en fait de canaliser l'énorme potentiel de conflits entre les classes à travers les institutions bourgeoises, pour mieux les contenir.

C'est ainsi que jusqu'aux élections, Alfonsín a évité de se lier directement avec le mouvement de résistance active à la dictature. Il a refusé de recevoir lui-même les « mères des disparus ». Après l'entrée en fonction du gouvernement, il s'est prononcé pour une enquête sérieuse sur les disparitions, tout en précisant qu'elle doit rester l'affaire du gouvernement et des tribunaux. Il s'est d'ores et déjà opposé à l'exigence, pourtant modérée, de confier cette enquête à une commission parlementaire.

Sa prise de position en faveur d'un relèvement des salaires est elle-même marquée du sceau de cette politique d'institutionnalisation. C'est ainsi qu'immédiatement après le scrutin, l'équipe économique d'Alfonsín a commencé à répandre dans l'opinion publique l'idée que le relèvement des salaires devait être précédé d'une modification de la législation. Il s'agissait donc de sortir la question salariale du cadre des entreprises pour la faire prendre en charge par les institutions. Mais, le plus dangereux est encore le projet qui, sous l'étiquette « Démocratie syndicale », a si bien été accueilli dans l'opinion. Ce n'est pas un hasard s'il s'agit là du seul domaine dans lequel le gouvernement peut présenter un programme concret, qu'il a d'ailleurs déjà commencé à mettre en œuvre. C'est aussi en fonction de cet objectif qu'Alfonsín a soigneusement choisi le nouveau ministre du Travail, Antonio Mucci, ancien ouvrier devenu bureaucrate syndical, qui avait été mis au frais par la dictature militaire.

Après la grande victoire électorale, un porte-parole des milieux proches d'Alfonsín a déclaré que l'UCR allait maintenant construire sa propre centrale syndicale, dont l'objectif serait de mettre à bas la CGT péroniste. Toutefois, il vendait la peau de l'ours avant de l'avoir tué, car l'un des aspects positifs du péronisme pour la classe ouvrière, c'est précisément la centrale syndicale unique. D'ailleurs, les projets d'Alfonsín ont immédiatement suscité l'indignation des nouveaux « gremios » de base. Face à cette réaction, Alfonsín a aussitôt fait machine arrière, son porte-parole, G. Lopez, affirmant que « *le gouvernement n'avait besoin que d'une CGT. L'expérience des deux centrales montre qu'elles se retrouvent toujours dans la grève pour mieux agir séparément dans la négociation* » (11).

Après ce ballon d'essai, les projets annoncés par le ministre du Travail sont devenus plus modérés, mais aussi plus concrets. Ce ministère veut présenter un projet de loi réglementant l'élection des délégués de base dans les entreprises. Parallèlement, un Conseil national du salaire doit être créé, dans lequel le gouvernement, les patrons et les syndicats définiraient en commun les grandes lignes de

8. *La Voz*, Buenos Aires, 17 novembre 1983. Les Montoneros représentent un courant péroniste de gauche issu de la jeunesse péroniste qui a lutté contre la dictature militaire.

9. *Idem*, 21 novembre 1983.

10. *Idem*, 17 novembre 1983.

11. *Clarín*, 13 novembre 1983.



Rassemblement du Parti radical, le 26 octobre. (DR)

la politique des salaires. Avec ces deux projets, le gouvernement a déjà trouvé un terrain d'entente avec la bureaucratie syndicale pour mieux contenir la pression de la base, tout en invoquant la démocratie syndicale. Ce n'est décidément pas pour rien que cette question est la seule à laquelle le programme gouvernemental d'Alfonsín apporte des réponses concrètes. En dernière analyse, c'est de la mise en application de celles-ci contre le mouvement ouvrier que dépend également la réussite du projet économique du gouvernement de l'UCR. L'annonce du relèvement des salaires par le nouveau président de la République, une semaine seulement après son entrée en fonction, l'illustre bien. Les salaires et le salaire minimum légal devaient être augmentés de 1 000 pesos argentins (environ 180 francs). Mais, en même temps, Alfonsín annonçait que le gouvernement s'opposerait à toute nouvelle augmentation des salaires, car la lutte contre l'inflation était prioritaire et qu'il fallait rembourser la dette extérieure du pays. Parallèlement, le ministre de l'Economie et des Finances, le banquier Bernardo Grinspun, « démentait » toutes les rumeurs selon lesquelles le gouvernement ne rembourserait pas la dette extérieure dans les délais et les conditions prévus.

Le cadre dans lequel s'inscrit la politique de l'UCR est donc bien clair. Alfonsín est tout à fait conscient qu'il n'y a pas, pour le moment, place pour une nouvelle forme de populisme. On ne peut

guère envisager actuellement une mobilisation des masses populaires visant à donner à la bourgeoisie argentine une plus grande marge de manœuvre au plan international. Pour ce faire, il manque non seulement les possibilités matérielles d'intégration des travailleurs, mais encore, de par la crise du péronisme, des structures de canalisation et de contrôle du mouvement ouvrier.

En acceptant de reprendre à son compte la dette extérieure du pays, le gouvernement ne se contente pas de laisser la porte ouverte à d'éventuels crédits de faible importance pouvant bénéficier aux entreprises en difficulté dont la production est destinée au marché intérieur. Mais la reconnaissance publique de la dette extérieure est surtout destinée à imposer une politique d'austérité qui s'en prend aux travailleurs. La fameuse lutte contre l'inflation se traduira alors surtout par une réduction des dépenses sociales et du budget de l'éducation, la diminution exceptionnelle des dépenses militaires ne servant que de paravent institutionnel à ces mesures. Quoi qu'il en soit, il est déjà manifeste que le gouvernement radical devra passer, plus tôt qu'il ne le souhaitait, à l'offensive contre les masses. La reconnaissance de la dette extérieure lui permettra peut-être de trouver un bouc émissaire, en rejetant la responsabilité de ces mesures d'austérité sur la situation d'endettement actuelle du pays.

Contrairement à la période de la chute de la dictature des généraux Onganía

puis Lanusse, à la fin des années 1960 et au début des années 1970, qui a précédé la victoire du Parti justicialiste en 1973, la classe ouvrière semble jusqu'ici jouer un rôle moins important et laisser, dans une large mesure, la bourgeoisie et la petite bourgeoisie occuper le devant de la scène de la lutte antidictatoriale. Ce n'est cependant pas aussi vrai qu'il n'y paraît à première vue. En fait, la classe ouvrière a été touchée si durement par la répression, qu'elle a perdu l'ensemble de ses cadres organisateurs qui possédaient une expérience politique indépendante de la direction péroniste. Cela s'est traduit par le fait qu'une partie des couches ouvrières combatives s'est tournée, sur le plan électoral, vers Alfonsín et l'UCR, et non vers les partis de gauche, pour affirmer son refus de voter pour la bureaucratie péroniste. Mais lorsque l'on examine de plus près les débats en cours dans les rangs du mouvement ouvrier et dans les syndicats péronistes, on s'aperçoit rapidement que la classe ouvrière n'est pas prête à s'aligner derrière Alfonsín et le nouveau gouvernement. Toutefois, le débat en son sein se déroule d'une façon totalement différente de celle qui a prévalu dans la période précédente, marquée par le poids des tendances de lutte des classes dans le mouvement syndical.

LA CLASSE OUVRIÈRE A LA RECHERCHE D'UN SECOND SOUFFLE

Pour la classe ouvrière, toute mobilisation s'articule autour de trois thèmes de revendications immédiates :

— La lutte pour le rattrapage du pouvoir d'achat. Au cours des derniers mois, la détérioration des salaires a atteint une telle ampleur que le nombre de travailleurs dont le salaire mensuel a chuté nettement en-dessous du minimum légal (1 600 pesos, soit environ 560 francs en octobre 1983) a considérablement augmenté. Or, non seulement ce minimum légal n'est pas respecté, mais encore, il ne permet pas de vivre. Selon le journal *Clarín* du 22 novembre, si l'on voulait que ce salaire minimum couvre 70 % des dépenses d'un ménage, il faudrait le relever de 211,5 %. Même si le gouvernement entend relever, dans un premier temps, le niveau-plancher des salaires, il ne peut pas considérer la question comme réglée. Les entreprises, et même l'Etat, cherchent tous les moyens pour contourner la loi sur le salaire minimum. Pour la seule province de Buenos Aires, il y a aujourd'hui plus de 11 600 travailleurs communaux qui non seulement ne touchent même pas le salaire minimum, mais qui gagnent encore moins que le montant légal des allocations de chômage (800 pesos, soit près de 300 francs).

— La seconde préoccupation des travailleurs porte sur les conditions de travail. Non seulement la dictature a supprimé la plupart des conquêtes obtenues dans ce domaine et abrogé les lois sur les conditions d'hygiène et de sécurité ou sur la durée du travail, mais les efforts de ra-

tionalisation des patrons sont encore venus accentuer la pression qui s'exerce sur les travailleurs en ce domaine.

— Troisième axe de la mobilisation ouvrière, la lutte contre la chute des emplois dans l'industrie. Partout, on revendique la réintégration de tous les travailleurs licenciés depuis 1976, la réouverture des unités de production fermées, ou l'arrêt de toute rétrocession des entreprises d'Etat au secteur privé.

Durant la période électorale, ces trois thèmes revendicatifs n'ont pas débouché sur une mobilisation contradictoire avec la campagne de l'UCR. Mais, à partir du moment où l'Union civique radicale se confond avec le gouvernement, elle ne pourra éviter que les mouvements sociaux résultant de ces trois axes revendicatifs ne s'inscrivent en opposition avec son pouvoir. D'importantes vagues de lutte autour de ces trois axes centraux sont d'ailleurs apparues ces derniers mois. Il convient tout particulièrement de noter que ces mobilisations et ces grèves n'ont pas connu de répit durant la campagne électorale. Selon certaines estimations, plus de deux millions de travailleurs auraient pris part à ces luttes durant le seul mois d'octobre, mois durant lequel a eu lieu la campagne électorale.

Ainsi, le projet de canalisation des revendications salariales par les institutions de collaboration de classe est d'ores et déjà dépassé. Ce projet prévoyait que des commissions paritaires syndicats-patronat se réuniraient au printemps prochain pour fixer le niveau des salaires. Mais, dès après les élections, deux des plus puissants syndicats professionnels, ceux de la métallurgie (UOM) et de l'énergie (Luz y Fuerza, Lumière et force) sont entrés en action. Ces conflits sont aujourd'hui dirigés par une nouvelle avant-garde de militants syndicaux d'entreprise. Et, contrairement à ce qui s'était passé dans les années 1970, cette avant-garde n'a pas encore rompu avec le péronisme et ne s'est donc pas encore dotée de structures autonomes. Mais c'est en quelque sorte la peur d'un tel processus qui a précipité la rupture de la bourgeoisie avec la dictature.

En général, cette avant-garde a réorganisé la base des syndicats dans les entreprises et ranimé l'activité des groupements de délégués dans les ateliers ou les entreprises autour des principaux axes de mobilisation énoncés ci-dessus. Elle en est maintenant à préparer les élections pour les autres instances syndicales, qui devraient avoir lieu au printemps prochain. Pour l'instant, à peine un tiers des quelque 1 000 instances supérieures des syndicats ont été normalisées et élues. La bureaucratie n'est pas parvenue à avancer partout suffisamment la date de ces élections pour prévenir le processus de réorganisation de la base. Dans le secteur des chemins de fer, où, face à la réorganisation de plus en plus rapide de la base, elle comptait procéder aux élections syndicales avant la fin de l'année, la bureaucratie a subi un échec en raison de l'opposition des adhérents, puis de l'interdiction des tribunaux. Ce conflit dans l'Union Ferro-

viaria, le syndicat des chemins de fer, peut être considéré comme exemplaire. Ce syndicat est entre les mains d'une commission de normalisation présidée par Rolanda (dirigeant proche de Lorenzo Miguel), pur produit du pacte militaire-syndical et de la bureaucratie de la CGT-RA. Durant l'hiver et le printemps 1983 est apparu sur le réseau et dans les ateliers de chemins de fer une majorité d'organismes syndicaux de base favorables à la lutte. La direction du syndicat a alors aussitôt avancé la date des élections syndicales, de mars 1984 à novembre 1983, ces dernières devant se dérouler selon le statut totalement antidémocratique datant de 1974.

Malgré tout, des listes ont pu être constituées par la base syndicale. C'est ainsi que

pour ces élections, la liste « Naranja » (orange) présentait la plate-forme suivante : « Nous devons bien nous souvenir et être conscients que nous devons combattre ceux qui ont bradé toutes nos conquêtes auprès de la dictature. Nous ne devons pas oublier que nous avons dû subir les passages à tabac mortels, le despotisme et la politique du "non" systématique dans les instances syndicales, cette politique que Rolanda voudrait imposer à la grande famille des cheminots. Quelle est l'alternative offerte aux travailleurs ? Voter pour ceux qui ont collaboré avec la dictature, pour les tortionnaires des syndicats, ou lever bien haut l'étendard de la démocratie syndicale et voter pour la liste "orange", afin d'obtenir : des salaires décents pour les actifs et les retraités, la

Rencontre avec un délégué du "Barrio 2 de abril"

Buenos Aires, la capitale argentine, a toujours été considérée comme la ville la plus européenne d'Amérique latine, avant tout parce qu'elle n'était pas entourée d'une ceinture de taudis et de bidonvilles, comme les autres métropoles du continent. Cela est pourtant en train de changer. Le chômage et les réductions des salaires réels ont repoussé des centaines de milliers d'habitants vers la périphérie de la capitale.

Cette nouvelle zone de misère est aujourd'hui devenue le lieu d'une nouvelle expérience pour le mouvement ouvrier et populaire argentin, celle du développement de l'organisation du mouvement ouvrier dans les quartiers. C'est de cette question que nous nous sommes entretenus avec Emilio, l'un des délégués du bidonville « 2 avril ».

« INPRECOR » : — Peux-tu rapidement nous expliquer ce que représente le bidonville « 2 avril » ?

EMILIO : — C'est un quartier de baraquements que nous avons construit fin 1981. Aujourd'hui ce sont environ 16 000 personnes, des familles d'ouvriers pauvres, qui y habitent. Ce quartier est né en pleine dictature. Vous savez combien la vie était difficile à cette époque. Dès le début de sa construction, la police a immédiatement encerclé notre quartier, essayant de nous empêcher d'y introduire les matériaux indispensables pour édifier les baraquements. Mais nous avons cependant réussi à nous organiser.

— Justement, comment vous êtes-vous concrètement organisés ?

— Nous avons tout d'abord mis en place une commission de cinq à six personnes, dont je faisais d'ailleurs partie. Après deux mois environ, nous nous sommes aperçus que les habitants du bidonville voulaient collaborer avec cette commission. Nous avons alors divisé le quartier en 88 manzanas (blocs). Chaque manzana a élu un ou une délégué(e). C'est le conseil de ces délégués qui organise aujourd'hui tout le quartier.

— Qu'entends-tu exactement lorsque tu dis que le conseil organise tout dans le quartier ?

— Nous avons tout d'abord organisé une unité d'aide médicale d'urgence. Nous disposons maintenant de deux stations de consultation médicale gratuite. Nous avons aussi organisé des jardins d'enfants, et même une soupe populaire. Les terrains sur lequel tout ceci a été réalisé appartenaient à une grande entreprise. Nous les avons saisis.

— Est-ce que ces conseils de délégués représentent quelque chose de nouveau pour vous ?

— Oui. De tels conseils de délégués de quartiers n'existaient nulle part avant notre expérience. Mais nous avons déjà des conseils de délégués dans les usines et dans les syndicats.

Propos recueillis pour Inprecor.
Buenos Aires, novembre 1983.

démocratie syndicale, la réintégration des licenciés et la réouverture de tous les ateliers, l'arrêt de toute reprivatisation, la validation totale des accords conclus, la réunification de la CGT, la tenue immédiate d'élections démocratiques dans les syndicats. » D'autres listes d'opposition, « Violeta » et « Marron », ajoutaient deux autres revendications à cette plate-forme, en réclamant : « Pas de rémunération plus élevée pour les bureaucrates que pour les travailleurs, limitation des mandats à deux ans. »

Aucune des dix-sept listes en présence lors des élections syndicales au sein du syndicat des cheminots n'est liée à l'Union civique radicale d'Alfonsín. L'UCR présente bien entendu traditionnellement ses propres listes pour les élections au sein des syndicats, des listes regroupées dans le Mouvement national de rénovation syndicale, mais ce courant n'exerce qu'une influence tout à fait marginale sur le processus de recomposition de la base syndicale, sauf dans le secteur bancaire. Les radicaux de l'UCR ont cependant réussi à pousser l'un des courants syndicaux de base à déposer une plainte devant les tribunaux, qui a abouti à l'interdiction des élections. Mais il faut toutefois savoir que la majorité des listes syndicales d'opposition se sont prononcées contre cette démarche, parce qu'elles refusent toute intervention de l'Etat dans la vie des syndicats.

Autre phénomène révélateur, dans le syndicat de l'énergie Luz y Fuerza, où les élections doivent avoir lieu en janvier, l'ancienne liste péroniste « Azul y Blanca » (bleue et blanche, couleurs du drapeau argentin) s'est divisée en trois listes différentes. Deux de ces nouvelles listes se sont liées, respectivement à la CGT-Azopardo et à la CGT-RA, sans pour autant réussir à s'implanter à la base des syndicats.

Ce qui attire les syndicalistes de base, ce sont les listes sur lesquelles sont candidats des militants ayant participé à la résistance contre la dictature ces dernières années. Ces courants commencent maintenant à se coordonner dans ce que l'on appelle les regroupements (« agrupaciones »). Contrairement aux anciennes tendances classistes du syndicalisme d'avant le coup d'Etat militaire de 1976 et à leurs coordinations, la plupart des regroupements actuels se considèrent encore comme péronistes, ce qui ne les empêche pourtant pas de s'opposer à la mainmise de la bureaucratie péroniste traditionnelle. En revanche, dans ce conflit avec la bureaucratie, ces regroupements bénéficient, contrairement aux tendances classistes antérieures, du soutien de la grande majorité des adhérents, et peuvent ainsi espérer accroître considérablement leur influence lors des élections syndicales du printemps prochain.

LA GAUCHE ET LES CONFLITS A VENIR

La polarisation entre le Parti justicialiste et l'UCR durant la campagne électorale a conféré de lourdes tâches à la gauche ouvrière. Le processus de différencia-



Le 30 octobre, la fin de la junte militaire. (D. M. J. J. J.)

tion au sein de la classe ouvrière n'est pas parvenu à un degré de politisation suffisant pour permettre la constitution d'une organisation prolétarienne de masse face aux deux forces bourgeoises dominantes. Le Parti communiste argentin (PCA) a purement et simplement capitulé devant ce problème, en appelant à voter pour le candidat péroniste aux élections présidentielles. Bien que cette position soit conforme à l'attitude antérieure d'un PCA très stalinien — qui considérait la dictature comme une force national-démocratique —, elle a été rejetée par la base même de ce parti, qui a ensuite majoritairement préféré voter pour Raul Alfonsín. Autre force déchirée par cette polarisation, le Parti intransigeant (PI) d'Oscar Allende, qui espérait bien accéder au rang de troisième parti du pays. Alors que la direction de ce parti faisait tout pour éviter l'écèlement du cadre de cette bipolarisation politique au sein de la bourgeoisie, désirant seulement apparaître comme la tendance la plus à gauche dans ce contexte, les jeunes militants de base ont, quant à eux, œuvré en faveur d'une orientation clairement à gauche. Cette tension a paralysé ce parti non seulement durant la campagne électorale, mais surtout dans le conflit sur l'institutionnalisation, qui bat actuellement son plein.

Par contre, les deux organisations qui se réclament du trotskysme, le Mouvement pour le socialisme (MAS) et le Parti ouvrier (PO), ont clairement appelé à un vote de classe (12). L'écho important rencontré par leur campagne électorale, le grand nombre de participants à leurs meetings, ne se sont cependant pas traduits par un résultat électoral à la hauteur de leurs espérances, le MAS n'obtenant que 40 000 voix (0,30 %) et le PO 13 000 suffrages (0,09 %) aux élections présidentielles.

Le MAS a surtout mis l'accent sur la défense des droits démocratiques et la non-reconnaissance de la dette extérieure (cf. interview ci-après). Quant au PO, il présentait un programme syndical minimum qu'il liait à la question des droits démocratiques. Ces deux groupes ont axé leur propagande sur l'unité ouvrière, mais de manière différente, PO proposant la construction d'un parti ouvrier indépendant, tandis que le MAS mettait à l'ordre du jour l'unité d'action de toutes les forces socialistes. C'est précisément sur la question de l'unité ouvrière que se situe la principale faiblesse de leurs démarches réciproques. Ces deux organisations se sont

contentées de mener une propagande pour l'unité de la classe ouvrière, mais se sont montrées incapables de faire avancer concrètement d'un pouce cette même unité. Tous les efforts unitaires entre le PO et le MAS, pourtant souhaités par la majorité de leurs militants de base, ont échoué en raison du comportement de leurs directions respectives. Chaque organisation a finalement préféré se présenter elle-même comme l'incarnation de l'unité, PO en prétendant être déjà le parti ouvrier qu'il convient de construire, le MAS en s'affirmant comme le mouvement regroupant tous les socialistes. Ceci contribua grandement à affaiblir la crédibilité de leurs propositions unitaires réciproques.

Néanmoins, étant donné la situation actuelle de la gauche argentine, cela n'enlève rien à l'importance du rôle qui est dévolu à ces deux organisations dans le conflit qui s'amorce entre la bureaucratie syndicale péroniste et le gouvernement de l'UCR. Les questions de la non-reconnaissance de la dette extérieure et de la construction d'un grand parti ouvrier indépendant prendront nécessairement un caractère prioritaire pour le mouvement de masse. Alfonsín utilise déjà la dette extérieure et les diktats du Fonds monétaire international (FMI) comme prétextes pour essayer de contraindre les travailleurs à se serrer la ceinture. Dans les combats de classe qui s'annoncent, les deux organisations MAS et PO auront l'opportunité d'accroître leur implantation dans la classe ouvrière et de jouer un rôle important dans la « déperonisation » du mouvement ouvrier. Si elles sont capables d'agir dans l'unité pour décupler le poids de leur intervention dans les masses, elles pourront alors contribuer non seulement à l'accélération de ce processus, mais encore à son évolution vers le socialisme. ■

Karl BERGMANN,
18 décembre 1983.

12. Le MAS est principalement animé par d'anciens militants du Parti socialiste des travailleurs (PST), organisation dirigée par Nahuel Moreno, qui a rompu avec la IVe Internationale en 1979. L'organisation Parti ouvrier (PO) a été fondée par des militants de l'ancienne organisation Política Obrera (Politique ouvrière), se réclamant également du trotskysme et anciennement affiliée au regroupement international de l'Organisation communiste internationaliste (OCI) de Pierre Lambert.

Le MAS et les résultats électoraux

Entretien avec Silvia Diaz, candidate à la vice-présidence

DEUX organisations se réclamant du trotskysme, le Mouvement pour le socialisme (MAS) et le Parti ouvrier (PO), se sont présentées séparément aux élections du 30 octobre 1983. Chacune de ces deux organisations analysait la situation pré-électorale comme étant de nature révolutionnaire.

Pour PO par exemple, il existait en Argentine « les préconditions d'une situation révolutionnaire ». Dans son message du 3 septembre 1983, PO affirmait : « Un front qui glisse vers l'opportunisme électoral serait contraire aux intérêts de l'ensemble des masses exploitées de ce pays, dans une étape aux caractéristiques révolutionnaires. »

De son côté, le MAS affirmait qu'une « date partage les eaux de l'histoire argentine de ces dernières années : (...) le 2 avril, quand les troupes argentines envahirent les îles Malouines et qu'éclata la guerre. Cette date est décisive, parce que c'est alors que s'est précipitée la crise de l'Argentine bourgeoise et qu'a commencé la plus extraordinaire montée révolutionnaire jamais vue dans le pays. Tout ce qui avait précédé était la préparation de cette crise et de cette montée, la répétition générale de la révolution argentine. Ce qui lui succède aujourd'hui, après la guerre des Malouines, ce n'est déjà plus la répétition, c'est la révolution socialiste en marche. » (Stratégie socialiste, numéro 5, janvier-février 1983).

Malgré des analyses très similaires des conditions objectives de la situation pré-électorale, le MAS et PO n'ont pas réussi à s'accorder sur les tâches électorales. Le MAS critiquait PO pour ses « déviations front populistes », tout en proposant la formation d'un « front ouvrier et socialiste » sur un « programme anti-impérialiste, national et populaire », tandis qu'à son tour, PO dénonçait le MAS pour son absence d'orientation « classiste », tout en appelant de son côté à former un « front anti-impérialiste ». Cette division a probablement eu des conséquences sur les faibles scores électoraux des listes PO et MAS.

Mais au-delà, c'est l'ensemble des résultats électoraux qui interpelle l'analyse de ces partis sur le caractère révolutionnaire de la conjoncture. Nos envoyés spéciaux en Argentine ont voulu interroger les dirigeants de ces deux organisations sur leur appréciation des résultats électoraux et des tâches à venir. Nous publions ci-après l'interview que Silvia Diaz, dirigeante étudiante des années 1960, ensuite emprisonnée puis exilée, et candidate du MAS à la vice-présidence, leur a accordée. Quant au PO, nous ne pouvons que regretter que ses dirigeants n'aient pas répondu aux questions qui leur ont été soumises par écrit.

« INPRECOR » : — Peux-tu commencer par résumer tes impressions sur le déroulement de la campagne électorale et ses résultats ?

Silvia DIAZ : — Nous pensons que l'important triomphe de l'Union civique radicale (UCR), ainsi que l'extrême polarisation électorale entre les deux grands partis (UCR et Parti justicialiste des péronistes, Ndlr.) expriment tout d'abord le désir, de la part de larges secteurs de la population et de la classe ouvrière, de faire barrage à la victoire du Parti justicialiste. Il était en effet évident que ce dernier était contrôlé par son aile droite et pouvait ouvrir la voie à une répétition de l'expérience du gouvernement d'Isabel Peron, en 1974-1975. Pour comprendre les résultats du vote, il faut prendre en compte cette aspiration à empêcher le retour des « matones » (les durs), des bureaucrates syndicaux, et même des éléments semi-fascistes qui ont dominé le courant péroniste dans les années 1974-1975. Il s'agit d'une aspiration démocratique et, en ce sens, d'une poursuite du processus qui a commencé dans le pays un peu avant la guerre des Malouines.

D'autre part, dans le vote en faveur du Parti justicialiste se manifeste une aspiration positive de la part de secteurs qui se souviennent du rôle qu'a joué, dans le passé, le radicalisme en tant que grand parti de l'impérialisme et des multinationales. Fer de lance du coup militaire de 1955 (qui renversa Peron, Ndlr.), ce parti a soutenu un putsch qui s'est soldé par le mitraillage des ouvriers sur la place de Mai et la mise sous contrôle des syndicats par l'armée.

Mais il faut aussi préciser que le vote d'ensemble pour ces deux partis exprime, à côté de ces aspirations positives, des illusions très négatives, qui illustrent le niveau politique très arriéré de la classe ouvrière argentine, ce qui la place, du point de vue de la conscience politique, parmi les plus arriérées d'Amérique latine et du monde. Alors que cette classe ouvrière manifeste une conscience syndicale très élevée et une grande combativité, elle est en même temps parmi les plus retardataires sur le plan politique. C'est ce qu'exprime l'illusion selon laquelle, en votant pour l'UCR, on obtiendrait la démocratie ou même certaines améliorations du niveau de vie, on encore qu'en votant

pour le Parti justicialiste, on empêcherait que le pays ne soit livré à l'impérialisme.

C'est là notre conclusion fondamentale des élections. C'est ce qui explique, à notre avis, une telle faiblesse des résultats de tous les autres partis, y compris ceux du MAS.

— Quelles ont été les propositions politiques et les axes de la campagne électorale du MAS ?

— Dans un premier temps, avant le début de la campagne électorale, nous avons lancé un appel à la constitution d'un front socialiste. Cet appel a été largement diffusé. Il a été lancé lors d'un grand meeting rassemblant 15 000 personnes et qui fut l'un des rassemblements politiques les plus importants de l'époque. Nous en appelions donc à la gauche, à tous les partis qui se considéraient comme ouvriers ou de gauche et qui se montraient disposés à présenter des candidats indépendants des partis bourgeois, sur un programme socialiste. Mais la majorité des organisations a soutenu les candidats péronistes, et nous n'avons donc pu parvenir à la constitution d'un tel front. Le MAS a alors décidé de faire sa propre campagne et d'appeler à voter pour son propre programme. Notre axe politique a été la lutte pour la suspension du paiement de la dette extérieure et la rupture avec le Fonds monétaire international (FMI).

L'appel en faveur d'une Argentine socialiste marquait le caractère clairement socialiste de toute notre campagne. Durant les quinze derniers jours, nous avons appelé à voter pour le MAS, le seul parti qui proposait la nationalisation de toutes les grandes propriétés agricoles de plus de 1 000 hectares, du commerce extérieur, des banques et de toute la grande propriété. Nous avons répété systématiquement qu'aucune des promesses des grands partis ne serait tenue. Sans rompre avec le FMI et avec le paiement de la dette extérieure, rien ne peut se concrétiser (1).

Il est important de tirer un bilan du résultat des forces de gauche, sachant que les grands partis ont absorbé la majeure partie de leurs voix. Nous estimons que, par rapport au reste de la gauche, nous avons obtenu de bons résultats. Considérons deux paramètres : le rapport entre la quantité de voix obtenue et le nombre d'affiliés. Nous avons obtenu près de 43 000 voix pour les candidats à la présidence et 60 000 pour les municipales, ce qui correspond pratiquement, pour ce dernier vote, au nombre de nos affiliés. Le Parti communiste d'Argentine (PCA), par exemple, avec 300 000 membres, n'a obtenu qu'un peu plus de 160 000 voix aux municipales. Dans le cas du Parti ouvrier (PO), du Front de la gauche populaire (FIP) ou du Parti socialiste populaire (PSP), le pourcentage de voix par rapport

1. La plate-forme électorale du MAS, datée du 12 août 1983, affirmait : « Pas de vote pour ceux qui veulent payer la dette extérieure. Vote pour le MAS, parce qu'il s'oppose au paiement de cette dette. »

aux membres descend au-dessous de 50 %. Ceci confirme la solidité de l'implantation de notre parti et de sa politique. Un autre indice important est le résultat obtenu dans les quartiers populaires. Dans les bureaux de vote où nous avons des scrutateurs, nous arrivons souvent en troisième ou en quatrième position, souvent même devant le Parti intransigeant. Dans le grand Buenos Aires, par exemple, nous sommes toujours entre la troisième et la cinquième position.

— Tu fais référence aux faiblesses de la classe ouvrière argentine. Dans ce contexte, comment analyses-tu les perspectives de recomposition politique et syndicale pour la prochaine période ?

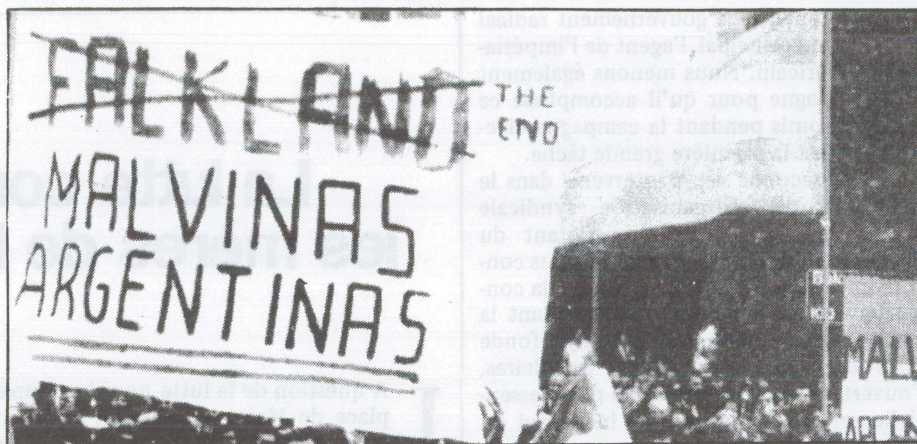
— Le vote traduit une réalité contradictoire. Les masses ont voté en faveur du candidat radical Raoul Alfonsín pour conquérir la démocratie, bien qu'elles assurent ainsi la victoire d'institutions complètement réactionnaires. Depuis la guerre des Malouines, nous assistons à une contre-offensive bourgeoise, qui tente de mener à bien une contre-révolution démocratique.

Mais, contradictoirement, ce vote a des conséquences positives. Le résultat provoque une crise terrible du péronisme ou, plus exactement, achève de la précipiter, en particulier dans le secteur syndical. Il y a un saut qualitatif dans la crise de l'appareil syndical. Nombre de secteurs, à cause de leur haine envers la bureaucratie syndicale, voient dans la victoire radicale la possibilité d'initier une recomposition du mouvement dans toutes les entreprises. C'est un processus qui a déjà commencé : une nouvelle avant-garde apparaît, différente de l'avant-garde précédente, de l'époque du « cordobazo » (2), sans aucune expérience, et commence à bouger pour impulser la réorganisation du mouvement syndical.

Une crise complète de la vieille direction syndicale s'est ouverte. Dans cette situation, surgissent de nouveaux projets contre-révolutionnaires. L'un vient de la propre bureaucratie syndicale, qui va tenter de se réorganiser, de promouvoir de nouvelles personnalités et d'utiliser le discrédit rapide que connaîtra inévitablement le gouvernement radical d'Alfonsín. Il y a, d'autre part, le projet radical, qui est d'impulser la constitution de nouvelles directions syndicales liées au « radicalisme » ou, tout au moins, « jaunes » et apolitiques, soutenant la collaboration avec le patronat.

Il est certain que ces offensives sont très dangereuses. Mais l'aspect fondamental est que la vieille direction syndicale a été liquidée et que s'ouvre la possibilité de lutter contre les nouvelles bureaucraties, qui ont des fondations moins solides.

Vous verrez dans notre journal que nous avons dénoncé en permanence la bureaucratie syndicale. Nous avons proposé l'élection immédiate et libre de tous les délégués, la liquidation de toutes les commissions de normalisation. Nous proposons d'autre part que toutes les directions syndicales actuelles retournent à la base



Manifestation lors de la guerre des Malouines. (DR).

pour au moins cinq ans, et que les nouveaux dirigeants aient un mandat maximum de deux ans et un salaire moyen égal à celui de la base syndicale. Mais ces thèmes n'ont pas été au centre de la campagne électorale, parce qu'il s'agit de questions internes au mouvement ouvrier.

La réorganisation du corps de délégués et des commissions internes syndicales implique l'engagement de dizaines de milliers de nouveaux militants syndicaux. Les nouvelles directions vont surgir de ce mouvement.

— Mais quels sont les objectifs concrets proposés par le MAS face à cette situation ? Recomposer un courant de lutte de classe, comme celui qui a surgi au début des années 1970 ?

— Nous pensons qu'il y a un plan du gouvernement et de la bourgeoisie, qui consiste à faire triompher la démocratie bourgeoise pour désamorcer la combativité ouvrière des derniers dix-huit mois.

Nous pensons qu'il est impossible de dire maintenant si cette tentative va aboutir. Le mouvement ouvrier n'a pas été vaincu, au contraire, et même les secteurs qui ont voté pour Italo Luder, le candidat péroniste, ne perçoivent pas les élections comme une défaite du mouvement ouvrier, parce qu'ils entrevoient la possibilité d'une réorganisation du mouvement syndical. Le mouvement ouvrier a connu une montée de mobilisation importante. Il y a eu récemment trois grèves générales contre la dictature militaire, chaque fois mieux suivies, bien que l'avant-garde ait été affaiblie par les assassinats massifs, par le départ en exil d'un demi-million de personnes, le licenciement de nombreux travailleurs, et même par la réduction absolue du prolétariat. Il y a une rupture entre la nouvelle avant-garde qui surgit et la vieille avant-garde qui a vécu son expérience politique et syndicale dans la période antérieure.

Ce qui va se produire, sans que nous puissions préjuger des rythmes, est un certain degré d'expectative face au nouveau gouvernement, y compris dans des secteurs qui n'ont pas voté pour lui, mais espèrent une relance de l'activité économique. L'analyse nous montre avec certitude que des luttes importantes vont surgir, peut-être d'ici peu ou d'ici quelques mois. Sans aucun doute, ce proces-

sus aura lieu dès 1984. Nous pensons que le gouvernement radical n'a pas la possibilité de faire la moindre concession. Au niveau syndical, il tente de répéter ce que le péronisme a fait dans les années 1945 en utilisant l'appareil d'Etat, mais dans une situation totalement différente pour l'économie du pays, et, par conséquent, sans aucune chance de succès.

N'ayant pas connu la défaite, confronté à une politique économique antipopulaire, le mouvement ouvrier va animer un processus continu de luttes. Il y a un processus continu de crise révolutionnaire, de crise totale de la vieille direction, et de formation d'une nouvelle situation, dans laquelle nous voyons d'énormes possibilités pour la gauche révolutionnaire et, concrètement, pour le MAS. De nombreux syndicats d'entreprise peuvent être gagnés par la gauche. En ce sens, il y a une certaine expérience dans le mouvement syndical argentin. On se souvient que dans la montée des luttes qui a suivi le « cordobazo », au début des années 1970, s'est développé un large courant classiste, et de nombreux noyaux d'avant-garde sont nés des syndicats d'entreprise, comme les syndicats Sitrac-Sitram à Cordoba, ou ceux de Villa Constitución. Ce processus peut reprendre aujourd'hui.

Mais il est aussi possible que l'« alfonsisme » gagne sur des secteurs importants luttant pour la démocratie syndicale.

— Pour conclure, à quelles tâches internes, politiques, nationales et internationales la direction du MAS et votre parti sont-ils confrontés ?

— Nous comprenons que le vote de larges secteurs du mouvement populaire et même du mouvement ouvrier en faveur d'Alfonsín reflète des aspirations démocratiques positives, mais nous n'ignorons pas pour autant que le gouvernement radical est le pire ennemi des travailleurs et du peuple argentin. Le MAS se prépare à l'affronter et à affronter l'impérialisme,

2. Le « cordobazo » est le nom donné au soulèvement semi-insurrectionnel qui eut lieu à Cordoba à la fin de 1969, avant la chute de la dictature militaire et le retour de Juan Peron. D'importants secteurs de lutte de classe du mouvement ouvrier, ainsi que des militants d'organisations révolutionnaires, y participèrent.

dès maintenant. Le gouvernement radical est l'ennemi principal, l'agent de l'impérialisme américain. Nous menons également une campagne pour qu'il accomplisse ce qu'il a promis pendant la campagne électorale. C'est la première grande tâche.

La seconde est d'intervenir dans le processus de réorganisation syndicale pour gagner un secteur important du mouvement ouvrier. En ce sens, nous continuons à travailler en développant la conquête fondamentale du MAS pendant la campagne électorale, que fut sa profonde insertion dans les quartiers populaires, l'ouverture de 600 locaux du parti, essentiellement dans le cordon industriel du grand Buenos Aires.

La diffusion de notre hebdomadaire a une grande importance. Nous avons vendu 40 000 exemplaires de l'édition du numéro concernant le bilan des élections. L'autre tâche immédiate est l'organisation de cours de formation, de propagande et de formation interne, vu que le parti a crû de manière impressionnante pendant la dernière année, et surtout dans les derniers mois de la campagne électorale, ce qui détermine la nécessité nouvelle d'acquérir une formation trotskyste solide.

En ce qui concerne les tâches internationales, nous continuerons à lutter pour la conviction de toute notre vie, qui est la nécessité de lutter pour la construction d'une Internationale révolutionnaire de masse, la IVe Internationale. A ce propos, comme vous le savez, les lois argentines n'autorisent pas l'affiliation des partis à des organisations internationales, et nous nous plions à ces dispositions. Mais, en tout cas, nous continuons à travailler dans la perspective d'un parti mondial de la révolution. Votre visite nous paraît prometteuse, et nous avons l'intention de maintenir des contacts fraternels avec toutes les organisations dans le monde qui partagent l'objectif de construire une Internationale révolutionnaire, ainsi qu'avec tous les courants du mouvement ouvrier qui surgissent dans divers pays et s'orientent vers une position de rupture totale avec la bourgeoisie et l'impérialisme. Nous pensons que l'impressionnante montée des luttes à l'échelle du monde entier ouvre, à déjà ouvert à plusieurs reprises, et continue à ouvrir d'énormes possibilités. Pour nous, le cas le plus significatif est celui de la Pologne et l'apparition de toute cette gauche qui affronte la bureaucratie. De nombreux cas analogues à celui-là vont se répéter. La montée révolutionnaire va produire de nouveaux courants, et il est très important de travailler en leur direction sur la base du projet de construction d'un parti mondial.

Les autres tâches internationales consistent en l'activité de solidarité. L'an dernier, le MAS a développé une campagne prolongée de solidarité avec la Pologne, rassemblant 20 000 signatures contre la répression. Aujourd'hui, la campagne la plus importante est celle menée contre l'invasion du Nicaragua. ■

Propos recueillis pour *Inprecor*,
Buenos Aires, novembre 1983.

La lutte continue pour les mères de la place de Mai

LA question de la lutte pour la réapparition des disparus, menée par les Mères de la place de Mai, constitue un point important de la situation argentine. Cette revendication se heurte en effet à l'appareil militaire de la dictature tout entier. Le gouvernement bourgeois de Raul Alfonsín tente aujourd'hui de manœuvrer au milieu de la contradiction qui existe entre ses promesses électorales sur le respect des droits démocratiques et sa volonté de composer avec l'appareil militaire. Pour l'instant, le nouveau gouvernement a remplacé les chefs des forces armées, fait abroger l'auto-amnistie décrétée par les militaires l'automne dernier pour couvrir « les excès commis durant la lutte contre la guérilla », et adopté une nouvelle loi destinée à ce que « les violations aberrantes des droits de l'homme, dont se sont rendus coupables le terrorisme et ceux qui l'ont réprimé, ne restent pas impunis ». En mettant ainsi sur pied d'égalité les tortionnaires de la junte et leurs victimes, le gouvernement tente d'éviter la mise en accusation publique de l'institution militaire elle-même.

Toutefois, la situation permet aujourd'hui que les langues se délient, et nombre de témoignages viennent révéler toute l'horreur des massacres commis par les militaires. Ainsi, un officier argentin vient de révéler qu'un millier de « terroristes » ou présumés tels avaient été jetés à la mer du haut d'un avion, après avoir été enlevés, torturés et anesthésiés. C'est dire si le décret du nouveau gouvernement est bien timide face aux responsabilités des militaires dans la répression, et si le combat pour la réapparition des disparus et le châtimement de leurs tortionnaires, mené par les mères de la place de Mai, est important. C'est de tout cela que se sont entretenus nos envoyés spéciaux, avec Hebe P. de Bonafini, présidente du mouvement des mères de la place de Mai. ■

« INPRECOR » : — Comment s'est développée votre action, depuis que la dictature est entrée en crise après la guerre des Malouines ?

HEBE P. DE BONAFINI : — La guerre fut un grand tournant. Le peuple a commencé de nouveau à s'éveiller, car cette guerre lui a donné un exemple des mensonges dont étaient capables les militaires. Les gens ont pu voir comment les militaires ont menti sur la guerre des Malouines pour emmener les jeunes à l'abattoir. De la même manière, les militaires avaient menti pour justifier leur guerre contre nos enfants. Le peuple a commencé, maintenant, à prendre part à notre combat. Il est descendu dans la rue, la peur a commencé à reculer. Bref, on a commencé à défendre le droit à la vie, qui, des années durant, a été foulé aux pieds. Nos mouvements se sont renforcés et nos revendications touchent de plus en plus de gens. Voilà où nous en sommes aujourd'hui.

— Votre principale revendication est celle de la « réapparition » vivants des disparus. Pensez-vous pouvoir délivrer des personnes encore incarcérées et découvrir les prisons secrètes de la dictature ?

— Jusqu'à ce jour, nous n'avons pu trouver aucun disparu vivant. Nous savons aussi que les camps ont été supprimés, mais nous ne savons pas où leurs occupants ont été dissimulés. Nous savons tout cela par des personnes qui ont été emprisonnées mais sont maintenant libres. Mais

nous ne pouvons pas encore le prouver. Le gros progrès de notre action est que les gens, aujourd'hui, comprennent ce que furent nos enfants, pourquoi ils ont été arrêtés, quelles mères nous sommes, et pourquoi nous nous battons. Et nous espérons aussi que le gouvernement élu tiendra les promesses qu'il a faites durant la campagne électorale.

— Vous avez une immense liste (toute la pièce dans laquelle nous parlons avec Hebe P. de Bonafini est tapissée avec des photos des fils et des filles disparus). Combien cette liste comprend-elle précisément de noms ?

— A ce jour, nous recevons toujours de nouveaux noms et de nouveaux cas. Mais nous ne voulons et ne pouvons faire de recherche pour chaque cas particulier. Cela va beaucoup plus loin qu'un simple drame personnel. C'est un malheur qui atteint le peuple tout entier et qui doit, conformément à cela, être combattu. Lorsque l'on agit individuellement, on a besoin de centaines d'années, et l'on ne vient jamais à bout de ce drame national. Il y a des familles qui ont complètement disparu, père, mère, enfants. Personne ne peut même signaler leur disparition. Si, en tant que mères, nous ne faisons de recherche que pour nos propres enfants, alors nous laissons de côté, en réalité, la plus grande part du drame.

On peut voir, aujourd'hui, l'étendue réelle de ce drame. Nous rencontrons des personnes qui, jusqu'à maintenant, avaient peur de signaler la disparition

d'un membre de leur famille, ou qui le faisaient au poste de police. Elles ne comprenaient pas que, comme cela, elles informaient les ravisseurs eux-mêmes de la disparition de leurs enfants. Beaucoup d'autres n'osaient pas parler, car elles étaient complètement terrorisées. Quand leur mari disparaissait, les femmes avaient peur que les enfants ne puissent disparaître à leur tour.

Vous devez comprendre que la terreur avait pris une dimension inimaginable. Dans une usine où 250 personnes ont disparu, à peine 40 d'entre elles ont été signalées réellement. Beaucoup de personnes dont le frère ou un proche avait disparu, ont eu peur d'être enlevées aussi, ou de perdre leur travail, si elles nous avaient raconté quelque chose. Le plus terrible cependant, est que les gens ne comprenaient absolument pas pourquoi leurs concitoyens disparaissaient. Les militaires faisaient une campagne très organisée, en affirmant que tous les disparus étaient des terroristes, et cela a très souvent marché.

On a perdu le sens de la solidarité. Mais aujourd'hui, les jeunes vont plus loin qu'avant. Ils se battent à nouveau pour leurs vies, pour leurs camarades, pour leurs frères. Et c'est là notre succès.

— Sait-on aujourd'hui où étaient situées les prisons secrètes de la dictature ?

— Je peux vous en donner toute une liste. Beaucoup de maisons privées, dans les villes, étaient des prisons secrètes. La plupart des postes de police étaient des lieux de torture. Les camps étaient dispersés dans tout le pays. Le pays tout entier était un camp. Et le peuple doit encore, en premier lieu, payer les armes avec lesquelles il a été terrorisé.

— Vous organisez une marche chaque semaine, depuis 1977, sur la place de Mai. Est-ce que les élections du 30 octobre dernier ont changé quelque chose pour votre action ? Les candidats se sont-ils

Mars 1982 à Paris, devant l'ambassade d'Argentine. (DR)



prononcés en faveur de vos revendications ? Avez-vous aujourd'hui un soutien au Parlement ?

— Nous devons faire en sorte, aujourd'hui, que les élus se chargent de cela. Il est cependant fondamental que nos affaires restent aux mains du peuple. Car beaucoup de candidats nous ont affirmé leur soutien, mais cela peut avoir des significations différentes. Nous allons organiser la mobilisation, à l'intérieur comme à l'extérieur du Parlement. Nous voulons que les coupables soient punis aussi vite que possible. On doit empêcher qu'ils quittent le pays maintenant. Les dernières lois de la dictature concernant l'amnistie systématique des militaires, les décrets de compensation (nous ne voulons pas d'argent, nous voulons avoir de nouveau nos enfants), la prétendue loi de pacification et la prétendue loi pour la défense de la démocratie, doivent être abolies.

Jusqu'à maintenant, le nouveau gouvernement est seulement constitutionnel. Pour qu'il soit démocratique, ces lois doivent être abrogées.

— On a souvent dit dans la presse que l'on doit, quant au passé, laisser faire le temps. Y a-t-il un danger que le Parlement agisse de la sorte ?

— Bien sûr, c'est un danger permanent. L'adversaire n'est pas parti. Il a simplement abandonné ses quartiers. Mais je crois au peuple, et plus encore à la jeunesse. Ils n'oublieront plus jamais cette horreur, et ils veulent aussi défendre leur propre avenir. Nous ne recherchons pas une déstabilisation de la nouvelle situation, comme on commence déjà à nous le reprocher, mais nous voulons uniquement que la nouvelle situation ait aussi un contenu.

— Il faut punir les responsables des crimes. Mais c'est pratiquement toute l'ar-

mée et la police qui portent des responsabilités dans la répression. Ne devez-vous pas compter avec la résistance de ces forces ?

— Bien sûr. Mais nous avons, nous aussi, une force avec laquelle il faut compter. Et, aujourd'hui, nous avons un soutien considérable. Nous sommes prêtes à payer de nos propres vies les batailles que nous menons pour la vie et la liberté. C'est pourquoi nous ne voulons en aucun cas admettre que les ennemis de la vie et de la liberté soient laissés en paix après ce qu'ils ont fait. Sinon, ils pourraient recommencer encore une fois. Et c'est ce que pense aujourd'hui la majeure partie du peuple.

— Je me souviens d'un cas vraiment affreux : le capitaine Astiz s'était introduit dans votre mouvement. Il avait alors fait assassiner la première présidente des mères de la place de Mai. Il est aujourd'hui à l'étranger, mais que se passe-t-il à son sujet ? (1)

— Nous ne pouvons pas encore prouver la culpabilité d'Astiz. C'est pourquoi nous supposons que les disparus sont encore en vie, même notre première présidente. Astiz est cependant responsable de la disparition des religieuses françaises. Cela est certain aujourd'hui. Quoiqu'ils en disent, un grand nombre de personnes sont coupables, y compris des civils, des juges, et une partie du clergé, qui portent aussi la responsabilité de ce qui s'est passé. Tous ces gens doivent être condamnés et punis comme ils le méritent.

— Comment et qui doit donc condamner et punir ?

— Nous réclamons la constitution de jurys spéciaux de 12 à 13 personnes, différents des tribunaux, et sans juges. Cela est prévu dans la Constitution. Le Parlement doit maintenant l'organiser. Ces jurys doivent trancher d'après les indices, là où il n'y a pas de preuves, puisque les gens ont disparu.

— Votre combat était et est tout à fait exemplaire, pour le monde entier. Que demandez-vous aujourd'hui à tous ceux qui vous ont soutenues ?

— Nous sommes en contact avec des mères de Colombie, du Chili, d'Uruguay. Rien qu'en Argentine, des personnes de vingt-six pays différents ont disparu. Nous appelons aujourd'hui toutes les personnes du monde entier à nous soutenir encore, pour que le gouvernement tienne ses promesses. Nous devons aller plus loin, pour que rien de tel ne puisse plus jamais se reproduire. ■

Propos recueillis pour *Inprecor*, Buenos Aires, novembre 1983.

1. Cf. *Inprecor* numéro 134 du 11 octobre 1982.

ETATS-UNIS

Les élections présidentielles et la campagne du SWP

La campagne présidentielle dure environ un an aux Etats-Unis. C'est l'élection qui attire le plus l'attention, dans la mesure où l'occupant de la Maison Blanche concentre tous les pouvoirs exécutifs. Le vote a lieu tous les quatre ans, au début du mois de novembre. Il met aux prises les candidats des deux grands partis bourgeois, le Parti républicain et le Parti démocrate. Ces candidats sont choisis respectivement par la convention nationale de leur parti, qui se tient au mois de juillet ou au mois d'août et rassemble les délégués élus au cours d'élections primaires dans chacun des cinquante Etats.

Les élections primaires s'échelonnent du mois de mars au mois de juin. Au moment de s'inscrire sur les listes électorales, les citoyens indiquent leur affiliation politique : démocrate, républicain, ou autre. Ceci leur donne le droit de voter dans l'élection primaire du parti qu'ils ont nommé. Chaque Etat constitue ainsi deux délégations qui participent aux grands marchandages et aux festivités des conventions nationales.

Le Parti républicain présentera probablement Ronald Reagan. En effet, sauf cas exceptionnel, le parti au pouvoir présente le président sortant pour un deuxième mandat de quatre ans. La prochaine phase de la campagne sera donc dominée par l'affrontement des diverses personnalités politiques qui briguent le mandat du Parti démocrate. Les principaux candidats en lice à l'heure actuelle sont Walter Mondale, ancien vice-président de Jimmy Carter, et John Glenn, astronaute et sénateur. Mondale espère être choisi par les démocrates, grâce à l'appui de la centrale syndicale, l'AFL-CIO, de l'aile libérale du parti (généralement partisane d'Edward Kennedy, qui ne se présente pas cette fois-ci), et du clientélisme de certains maires de grandes villes. Glenn adopte un profil plus « modéré », c'est-à-dire plus conservateur.

Un candidat plus marqué à gauche se présentera également aux primaires du Parti démocrate : Jesse Jackson, le dynamique pasteur noir établi dans une église de Chicago, d'où il a dirigé de nombreuses luttes du mouvement pour les droits civiques. Jackson bénéficie d'une grande popularité parmi les Noirs, qui représentent environ 12 % de la population et votent à près de 90 % pour le Parti démocrate.

La convention démocrate aura lieu à San Francisco cet été. Elle adoptera la plate-forme du parti et choisira le candi-

dat qui affrontera Reagan. Les candidats malheureux seront alors tenus de soutenir le candidat officiel qui, pour s'assurer de leurs efforts, leur promettra probablement des postes dans son gouvernement, s'il est élu.

Dans la dernière phase de la campagne, la plate-forme du parti et les promesses faites aux différents groupes de pression (syndicats, Noirs et autres minorités nationales, femmes, écologistes, etc.) au cours des primaires, seront oubliées. Il faudra alors « gagner » à tout prix. C'est l'époque des grandes campagnes publicitaires entièrement axées sur la personnalité des candidats, et qui permettent aux puissances d'argent de jouer à plein.

Au cours des dernières élections présidentielles, le taux d'abstention a été supérieur à 40 %. Par ailleurs, le nombre de citoyens inscrits sur les listes électorales dépend de la mobilité de la population et de la vigueur des campagnes de réinscription. Il en résulte qu'environ la moitié des citoyens qui ont le droit de voter ne vote pas. Pour augmenter la participation électorale, les partis bourgeois, en particulier le Parti démocrate, ont eu recours, ces dernières années, à la procédure du référendum.

En effet, la plupart des lois électorales des Etats ont des clauses qui permettent de faire voter sur des questions de tout ordre au moment des élections, moyennant la présentation d'un certain nombre de pétitions. Le Parti démocrate s'est efforcé d'attirer ses électeurs potentiels aux urnes en mettant en jeu les questions auxquelles ils sont le plus sensibles. C'est ainsi qu'on a vu récemment des référendums sur les droits syndicaux des travailleurs agricoles, sur la discrimination contre les homosexuels en ce qui concerne le logement, pour le gel de la course aux armements, et pour l'arrêt de toute aide militaire à la junte salvadorienne. Cependant, ces référendums peuvent polariser l'opinion au-delà de ce que le Parti démocrate estime nécessaire à l'élection d'un candidat « modéré ».

A côté des deux grands partis bourgeois, il existe le phénomène des candidatures dites indépendantes : candidats malheureux à l'investiture des grands partis, porte-parole de groupes de pression ou de mouvements sociaux et de petits partis de droite et de gauche. Lorsque les candidats démocrate et républicain apparaissent trop à droite, les mouvements ouvrier et sociaux risquent de se désintéresser de l'affrontement entre les deux partis. La gauche à l'intérieur de ces partis peut alors décider de présenter son candidat, indépendamment du parti officiel, tout en cherchant à garder ses attaches avec lui, afin de pouvoir négocier un retour au bercail dans les conditions les plus favorables. Le même phénomène se produit également à la droite des grands partis.

Cependant, ces candidatures indépendantes doivent faire face à de nombreux obstacles. Pour être présents sur les listes de candidats, ces « indépendants » doivent collecter un pourcentage, souvent très élevé, de signatures d'électeurs régulièrement inscrits. Les critères de distribution géographique et de validité des signatures tendent à défavoriser les grandes concentrations urbaines. La presse, la radio et la télévision, aux mains du grand capital, ignorent systématiquement les candidatures des partis de gauche, sauf pour citer quelque incident jugé folklorique. Les lois qui régissent le droit de réponse et de temps égal ne s'appliquent qu'à quelques programmes télévisés, et les candidats de gauche n'y apparaissent souvent qu'au milieu de la nuit. Cependant, malgré ces difficultés, la période de la campagne présidentielle est l'une des plus propices à la discussion politique, et a souvent permis aux organisations socialistes qui présentaient un candidat d'atteindre un public plus large que leur audience habituelle.

Le Socialist Workers Party (SWP, Parti socialiste des travailleurs), qui a présenté des candidats à toutes les élections présidentielles depuis 1948, vient ainsi de rendre publiques ses candidatures pour les élections de novembre 1984. La première phase de la campagne consistera à obtenir les signatures nécessaires à sa présence sur les listes. Au cours des élections précédentes, le SWP était présent sur les listes d'environ trente Etats et avait obtenu plus de 100 000 voix.

Mel Mason, militant noir et conseiller municipal de la petite ville de Seaside (Californie) depuis 1980, sera le candidat à la présidence, et Andrea Gonzalez, militante portoricaine de New York, sera la candidate à la vice-présidence. Leur campagne sera axée sur les thèmes suivants : contre la marche vers la guerre et les interventions contre-révolutionnaires, contre les mesures qui font payer la crise aux ouvriers et aux paysans, lutte pour les droits démocratiques des travailleurs, des Noirs, des femmes et des minorités nationales, pour la formation d'un parti noir indépendant, d'un parti ouvrier, et d'un gouvernement ouvrier et paysan qui représente et défende les intérêts des travailleurs et de tous les opprimés.

En tant qu'élu, Mel Mason s'est servi de sa fonction pour dénoncer l'intervention américaine en Amérique centrale. Cela lui a valu les foudres du maire de Seaside : il est désormais interdit aux membres du conseil municipal d'utiliser leur titre ou l'équipement de la ville pour s'exprimer sur autre chose que sur les affaires locales.

Mason est un militant de longue date du mouvement noir. Membre du Parti des Panthères noires pendant les années 1960, puis de la Nation de l'Islam, il est le

coordinateur des activités étudiantes du collège de la péninsule de Monterrey depuis 1974. Il a rejoint le SWP en 1980 et est aujourd'hui le représentant régional du Parti indépendant noir national pour la côte Ouest.

Andrea Gonzalez est la secrétaire nationale de la Young Socialist Alliance (YSA, Alliance des jeunes socialistes), l'organisation de jeunesse solidaire du SWP.

Mel Mason explique que l'objectif de sa candidature est « d'offrir une stratégie pour l'action et une perspective qui permette une riposte ». Il a ajouté qu'il s'efforcerait de discuter les propositions du SWP avec les partisans de Jesse Jackson, qui préconisent « une alliance pour la lutte, des Noirs, des Latinos, des femmes, des paysans et des pauvres », tout en expliquant son désaccord avec Jackson sur la possibilité de réaliser l'égalité sous le capitalisme ou de réformer le Parti démocrate.

Mason ajoute : « Andrea Gonzalez et moi-même présentons notre campagne au moment où le gouvernement américain accélère sa guerre contre les ouvriers et les paysans aux Etats-Unis et à travers le monde ». Il cite les interventions américaines au Liban, à Grenade et en Amérique centrale à l'appui de sa démonstration et conclut : « Nous affirmons que les travailleurs, qui constituent la majorité, doivent rompre avec les démocrates et les républicains et former leur propre parti. Un parti ouvrier, basé sur un mouvement syndical démocratique et combatif, ou un parti noir indépendant qui défendrait les travailleurs — et pas seulement au cours des campagnes électorales —, qu'il soit ou non au pouvoir. » ■

VENEZUELA

Stagnation de la gauche aux élections du 4 décembre

Dans une déclaration datée du 10 novembre dernier, l'Organisation socialiste révolutionnaire (OSR), organisation sympathisante de la IV^e Internationale, analyse les résultats de la consultation électorale du 4 décembre dernier (cf. Inprecor numéro 159 du 24 octobre 1983, et numéro 161 du 21 novembre 1983), qui a vu la victoire à l'élection présidentielle du candidat bourgeois de l'Action démocratique (AD), Jaime Luchinski, sur son rival démocrate-chrétien du Comité d'organisation politique électoral indépendant (COPEI), Rafael Caldera, et a sanctionné une marginalisation des formations ouvrières et populaires et de leurs candidats, encore renforcée par la division entre leurs différentes candidatures. Nous publions ci-après quelques extraits de cette déclaration de l'OSR.

« La gauche a été défaite et les partis de la bourgeoisie ont largement triomphé lors des élections présidentielles du 4 dé-

cembre 1983. Les candidats de la bourgeoisie ont obtenu 92,38 % des suffrages exprimés, tandis que la gauche — en y incluant généreusement les résultats du Mouvement vers le socialisme (MAS) — obtient 7,6 % des suffrages (4,17 % pour Theodoro Petkoff et 3,34 % pour José Vicente Rangel). Ceci démontre une polarisation quasi absolue des électeurs autour des deux grands partis bourgeois. Les votes nuls atteignent 2,51 % et les abstentions 12 %. (...) »

Ainsi, ce sont les institutions de l'Etat et le pouvoir bourgeois qui se trouvent de nouveau légitimés pour une période de cinq ans. Pour parvenir à ces résultats, les partis bourgeois n'ont pas hésité à dépenser des millions de bolivars dans leur propagande, pour stimuler le clientélisme électoral, qui reste un des piliers du bipartisme vénézuélien, et à promettre divers avantages et emplois dans le secteur public, pour arracher les suffrages des électeurs.

« Le triomphe de Lusinchi sur l'autre principal candidat bourgeois a été très net (56,81 % contre 34,58 %), exprimant ainsi un vote de censure et de rejet, par l'électorat, de la gestion gouvernementale du COPEI (au gouvernement jusqu'alors, Ndlr). C'est ce que l'on a appelé un vote de "châtiment" dans ce nouveau "procès" politique quinquennal. L'Action démocratique continue donc à bénéficier de l'appui massif de la classe travailleuse et des couches moyennes salariées. Le prolétariat ne dispose pas encore d'une conscience politique de classe et reste toujours amarré à l'idéologie bourgeoise de l'AD. La gauche, de son côté, fut incapable, dans ces conditions, d'élever le niveau de conscience politique des travailleurs, parce qu'en se présentant divisée, elle n'offrait pas une alternative de pouvoir et, qu'en plus, elle ne présentait pas un profil classiste et révolutionnaire répondant réellement aux aspirations des travailleurs. La candidature de Petkoff se refusa dès le début à aller dans ce sens, tandis que celle de Rangel, qui démarra mieux, s'estompait tout au long de la campagne électorale.

« S'il est exagéré de parler d'un désastre électoral de la gauche, il est bien pire de vouloir occulter cette défaite en faisant porter la responsabilité au seul phénomène du "vote utile" aux élections présidentielles, pour finir ensuite par y ajouter un autre mensonge, en prétendant que la gauche a accru son nombre de voix aux législatives, comme l'ont affirmé le MAS et d'autres partis réformistes. La vérité est que les candidatures de gauche à l'élection présidentielle qui, en 1978, avaient obtenu 7,76 % des suffrages, en obtiennent aujourd'hui 7,60 %, ce qui démontre une tendance à la stagnation, que l'on observe aussi dans les résultats des législatives. Dans ces dernières, l'AD et le COPEI obtiennent respectivement 49,97 % et 28,63 % des suffrages, auxquels il faut encore ajouter les résultats des autres partis bourgeois en lice. La gauche obtient, quant à elle, 14 % des suffrages aux législatives, ce qui est une preuve supplémentaire de sa stagnation, puis-

qu'elle avait obtenu 13,52 % des voix en 1978. (...) »

Le seul problème d'analyse des résultats de la gauche réside donc dans l'appréciation de la différence entre les 493 565 voix obtenues aux présidentielles par Petkoff et Rangel, et les 900 000 suffrages des candidatures de gauche aux législatives.

« Le projet du MAS de gagner de l'influence dans les couches moyennes a été l'orientation politique qui a subi le plus grand échec dans ces élections, montrant ainsi que l'espace politique convoité par le MAS dans ces secteurs sociaux est toujours occupé par l'AD et le COPEI. Il ne reste donc que deux alternatives au MAS : une "droitisation" plus poussée pour essayer de gagner les couches moyennes, les professions libérales aisées et la moyenne bourgeoisie, ou une évolution vers la gauche en direction d'une politique de lutte des classes, même à des fins électoralistes. Par rapport aux législatives de 1978, ses résultats passent de 6,08 % des voix à 5,75 %. De son côté, le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), qui soutenait aussi Petkoff à l'élection présidentielle, a vu ses résultats aux législatives passer de 2,33 % à 1,75 %.

« Quant aux partis qui soutenaient Rangel, ils ont totalisé 6,49 % des voix aux législatives, soit 420 745 suffrages, contre 373 374 pour le MAS et 102 762 pour le MIR. Si le MAS continue toujours à être le parti majoritaire de la gauche, ses résultats sont inférieurs à la somme de ceux du reste des partis politiques de la gauche. Cette conclusion est fondamentale pour toute politique unitaire, car le MAS ne peut pas s'arroger à lui tout seul une plus grande représentativité que toute la gauche unie. Et ceci est une question clé pour aborder la politique unitaire en vue des prochaines élections municipales. (...) Sous l'étiquette de Groupe d'Action révolutionnaire (GAR), la Convergence révolutionnaire a obtenu, quant à elle, 15 000 voix aux législatives. »

Par ailleurs, les résultats législatifs des partis de gauche qui soutenaient la candidature présidentielle de Rangel montrent, par rapport à 1978, un tassement du Mouvement électoral du peuple (MEP) (de 2,20 % à 1,97 %), et de légères augmentations pour le Parti communiste vénézuélien (PCV) (de 1,04 % à 1,75 %), la Ligue socialiste (de 0,57 % à 0,91 %) et le GAR (de 0,16 % à 0,23 %), même si tous ces scores restent très modestes et reflètent la faible influence des forces ouvrières et populaires dans la classe travailleuse. Par contre, les résultats obtenus par Velazquez, un dirigeant ouvrier connu — 5 849 voix aux présidentielles et 34 121 voix aux législatives (0,53 % des suffrages), et qui a réussi, dans le centre ouvrier où il vit et travaille, à battre toutes les autres listes de la gauche, obtenant dans l'Etat de Bolivar 22 561 voix, contre 10 787 pour le MAS et 11 700 pour les partis soutenant Rangel — montrent les possibilités de catalyseur des votes populaires que représentent des candidatures d'authentiques dirigeants naturels de la classe ouvrière. ■

Apportez votre soutien à INPREKOR en polonais

Depuis octobre 1981, date de son premier numéro, douze numéros d'« INPREKOR » en polonais ont été publiés. Revue bimestrielle présentant le point de vue de la IVE Internationale, « INPREKOR » s'inscrit dans les débats qui traversent le mouvement ouvrier polonais : voir, par exemple, les dossiers sur la stratégie de la grève générale (en juillet 1982), sur la place des manifestations de rue dans la stratégie de Solidarnosc (en septembre 1982), sur la « ligne des usines » développée par les militants de Basse-Silésie (en mai 1983), sur la situation économique et les racines de la crise (en septembre 1983), sur les rapports de travail et les possibilités de lutte au sein des entreprises (en novembre 1983) ...

Mais « INPREKOR » informe également sur les luttes de masse dans d'autres pays (Salvador, Turquie, Bolivie, Brésil, mouvement antiguerre en Europe, grève générale en Italie ...), avec une mention toute particulière aux activités des oppositions dans les pays de l'Est et en URSS, ainsi qu'aux activités de solidarité avec Solidarnosc. « INPREKOR » réserve aussi une place à l'exposition des positions politiques d'autres courants et à la polémique fraternelle avec eux (articles de Jacek Kuron, Adam Michnik, Josef Pinior, Władysław Frasyniuk, Zbigniew Romaszewski, Zbigniew Bujak, et l'organisation Solidarité combattante ...).

« INPREKOR » a gagné un certain écho en Pologne même. En témoignent d'ailleurs les articles que nous recevons pour publication, ainsi que des lettres, comme celle d'un dirigeant d'une structure clandestine, qui explique, en parlant d'« INPREKOR » : « 4 ou 5 exemplaires pour un milieu comme le nôtre, c'est simplement ridicule. Les gens se les arrachent. Après ces quelques numéros que nous avons reçus, les gens commencent à nous demander : à quand le prochain numéro ? Pourquoi il y en a si peu ? Inprekor, c'est beaucoup d'espoir, beaucoup de plans pour l'avenir. Je pense que c'est un titre suffisamment connu et estimé pour que, et cela peut arriver, même si l'on n'est pas d'accord avec quelque chose dans Inprekor, on ne se foute pas pour autant sur la gueule, mais qu'on discute calmement. »

Pour assurer la régularité de la publication d'« INPREKOR », pour développer sa diffusion en Pologne, nous avons besoin de votre aide. Vous pouvez prendre un abonnement de soutien, ou tout simplement apporter votre contribution financière, par solidarité internationaliste.

Abonnement un an (6 numéros) : 75 francs français ou équivalent. Libellez vos chèques à l'ordre de PEC (mention : « Pour Inprekor polonais »), et adressez-les à « Inprekor », édition polonaise, PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil, France. Pour les virements bancaires et postaux, procédez comme pour Inprekor français en ajoutant la mention « Pour Inprekor polonais ».

